

COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE



OBJECTIF DOCTRINE

OCTOBRE 2000

C.D.E.S



**COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE
ET DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR
DE L'ARMEE DE TERRE**

EDITORIAL

Tout change... ou, du moins, évolue très vite.

On peut imaginer que nos Anciens, pourtant généralement toujours soucieux de se tenir au courant de l'état de l'art, ont, actuellement, quelque peine à suivre les évolutions qui touchent l'ensemble de l'Armée de terre.

La doctrine n'échappe pas à ce phénomène.

Aujourd'hui, qu'il s'agisse du vocabulaire employé, souvent abscons, parfois décourageant, de la prolifération des termes anglais ou du «franglais militaire» (brèchage,...), des concepts nouveaux qui se cherchent encore, mais qui tous méritent intérêt et réflexion au-delà des habillages à la mode de «Powerpoint», on peut légitimement s'exclamer «mais où est ma doctrine d'antan !».

C'est pourquoi le lecteur d'«OBJECTIF DOCTRINE» trouvera avantage à commencer sa lecture par l'article «médiats et foules», écrit par un jeune capitaine. Il montre, sans surprise, qu'au-delà des avancées techniques, le rôle du chef, dès le niveau du chef de groupe, reste essentiel et ne se numérise pas, pas plus que le comportement des hommes. Dans le même ordre d'idées, l'intéressant article sur «les conséquences inattendues de la numérisation», vues par nos amis Américains, conduira peut-être à retenir, comme garde-fou, une phrase extraite du règlement FMFM1 des *Marines* : «tout équipement permettant de prendre le contrôle des unités engagées est contraire à la philosophie de Commandement du *Marine Corps*. Il doit être, par conséquent, banni».

C'est, sans doute, une règle que nous devons conserver en mémoire dans nos travaux de renouveau doctrinal et dans nos programmes d'armes ou de systèmes de commandement, sans, pour autant, stériliser la réflexion qui doit aller de l'avant pour s'adapter tout à la fois aux nouvelles techniques, aux conséquences de la création d'une armée professionnalisée aux effectifs réduits et à un contexte géopolitique profondément bouleversé. Dans ce cadre, la création du Centre de Recherche du CDES, évoquée dans ce numéro centré sur le renseignement, s'inscrit parfaitement dans la nécessité d'ouvrir le champ de la pensée au sein de l'Armée de terre.

Cette pensée est, aujourd'hui, foisonnante, comme en témoignent les nombreux articles de «libres réflexions» qui enrichissent ce numéro. Elle est, aussi, libre, et la prochaine livraison d'«OBJECTIF DOCTRINE» le démontrera, en publiant un article sans complaisance d'un jeune officier supérieur sur les orientations doctrinales.

Au moment où notre refondation s'achève dans le domaine de l'organisation, la prise de parole par les jeunes cadres, mais aussi par les Anciens, d'active ou de réserve, que l'on pourrait souhaiter voir s'exprimer plus souvent, est à la fois un signe de bonne santé et de confiance en l'avenir. A vos plumes !

SOMMAIRE

DOCTRINE

| | | |
|---|------------------------------|----|
| Nécessités d'adaptation de la fonction renseignement au nouveau contexte d'emploi des forces | Colonel FOURNAGE | 4 |
| La fonction renseignement | Lieutenant-colonel de BARMON | 12 |
| Le Centre de Recherche | Colonel DORANGE | 15 |

ETRANGER

| | | |
|--|-------------------|----|
| Le centre de conduite des opérations interarmées (CCOI) de la Führungsakademie de la Bundeswehr | Major (D) KNICHEL | 18 |
|--|-------------------|----|

LIBRES REFLEXIONS

| | | |
|--|--------------------------------|----|
| Les théories girardiennes, un cadre d'analyse enrichissant pour la doctrine militaire française | M. ARCHIDEC | 23 |
| Le «CJ2» de la SFOR pendant l'intervention de l'OTAN en RFY | Capitaine BRAUX | 28 |
| Les conséquences inattendues de la numérisation | Lieutenant-colonel WASIELEWSKI | 32 |
| «Rapid decisive operations», un chapeau stratégique pour la transformation de l'<i>US ARMY</i> | Colonel DESPORTES | 38 |
| Médias et foules | Capitaine ROBY | 42 |
| La déception tactique (2^{ème} partie) | Chef d'escadrons CASANOVA | 45 |

NECESSITES D'ADAPTATION DE LA FONCTION RENSEIGNEMENT AU NOUVEAU CONTEXTE D'EMPLOI DES FORCES

par le colonel FOURNAGE
du CREDAT/B2

Jalonné de nombreuses crises, le nouveau contexte géopolitique apparu au début des années 1990 a mis en lumière le fait que les Forces pouvaient dorénavant être confrontées à un environnement imprévisible et essentiellement mouvant, caractéristique de la mutation d'un monde bipolaire figé vers un nouvel équilibre international. La question se pose dès lors de savoir si le nouveau désordre mondial, consécutif à l'effondrement de l'opposition entre grands blocs, restera un épisode de déséquilibre limité et circonscrit dans le temps et dans l'espace, ou si désormais le chaos caractérise de manière irréversible une société humaine "disloquée" par les mécanismes complexes de la mondialisation.

Dans un tel environnement, la transparence constitue plus que jamais un nouvel enjeu de la stratégie militaire. Les conflits actuels se jouent en effet de plus en plus sur la maîtrise de la communication. Surveiller de jour comme de nuit, le plus globalement possible et quelles que soient les conditions, est bien l'un des actes les plus décisifs de la stratégie. Des capteurs sont positionnés partout : sous la surface des mers, sur terre et dans l'espace. Même s'ils ne peuvent tout voir, il suffit de les multiplier pour obtenir en permanence la surveillance d'une zone déterminée. La capacité de disposer d'une chaîne de renseignement articulée et complète est devenue un enjeu de



puissance d'une dimension équivalente à celle obtenue par la possession du pouvoir destructeur de l'armement.

Mais, si dans un conflit armé à caractère "classique" l'activité déployée par le renseignement reste un "art simple et tout d'exécution", la difficulté d'en connaître devient éminemment plus complexe quand le développement des crises change de nature et se déplace sur le terrain immatériel des luttes d'influence, où la moindre action à caractère armé peut prendre une signification hors de proportion par rapport au but recherché.

La nature très politique du règlement d'une crise exige désormais de posséder une supériorité informationnelle totale afin de suivre en temps quasi-réel le déroulement des événements et de pouvoir inscrire ces derniers dans une perspective d'ensemble la plus large possible ; les possibilités d'agir efficacement dans la résolution d'une crise devront en effet s'inscrire avec la justesse la plus adéquate dans le temps et dans l'espace pour produire strictement l'effet d'influence désiré.

Face à des évolutions d'une telle importance, la fonction renseignement, comme d'autres fonctions opérationnelles, doit nécessairement faire l'objet d'un effort d'adaptation qui constitue une priorité à court terme.

DES SITUATIONS IMPREVISIBLES...

S'il s'avère plus difficile aujourd'hui de déterminer avec acuité le moment ou le lieu de déclenchement d'une crise dans un cadre espace-temps caractérisé par la diversité et l'incertitude, les tendances majeures des dix dernières années laissent toutefois penser que les causes de l'instabilité mondiale trouvent leur origine plutôt dans le démantèlement des instances étatiques que du fait de leur volonté d'expansion ou de puissance. Déjà, dans la période post-Guerre froide, il est possible d'observer qu'un scénario de guerre de type "classique", dans laquelle se seraient affrontées deux armées conventionnelles suivant les règles traditionnelles de l'art militaire, a cédé le pas à un nombre beaucoup plus important d'affrontements de types très divers, que ce soient des conflits internes, des guérillas civiles, des insurrections prolongées sur fond de terrorisme ou des guerres tribales.

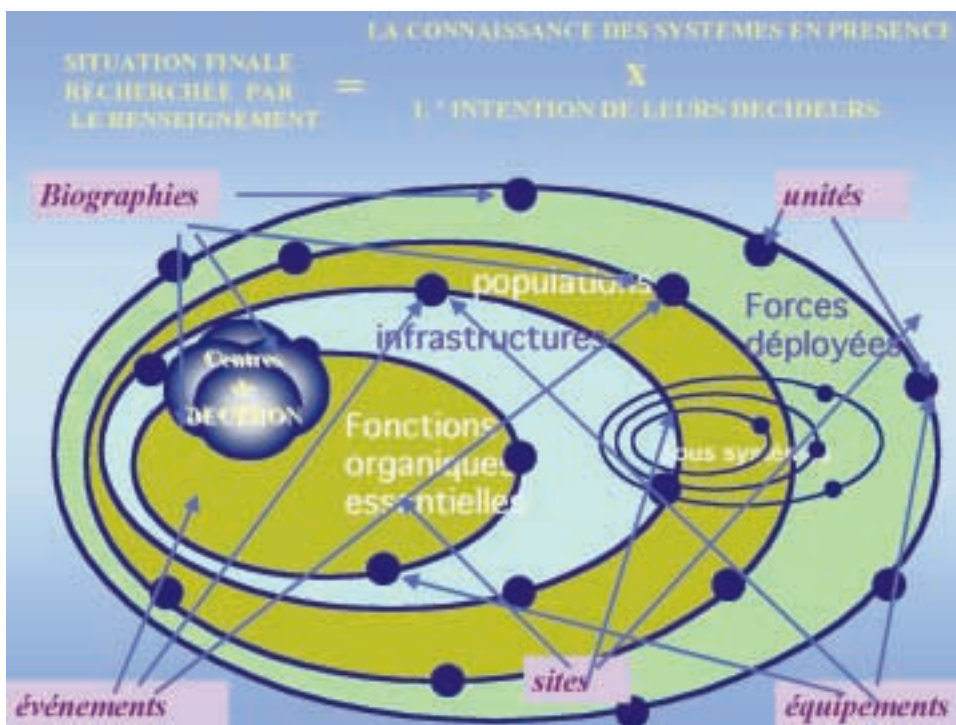
A titre d'exemple, tandis que s'éloigne dans le passé le spectre des dernières guerres significatives considérées comme "classiques" (guerres israëlo-arabe, conflit des Falklands de 1982, guerre Irak-Iran de 1980 à 1988, guerre du Golfe de 1991), le *National Defense Concl Foundation* américain dénombre dès 1995 pas moins de 71 situations de violence armée touchant une grande partie du globe : Afghanistan, Albanie, Algérie, Birmanie, Inde, Kurdistan, Caucase, Cambodge, Colombie, Corne de l'Afrique, Kosovo, Libéria, Pérou, Philippines, Rwanda, Sierra Léone, Soudan, Sri-Lanka, Tadjikistan, Tchetchénie, Turquie, ex-Yougoslavie, etc.

Le processus qui tend ainsi à s'amorcer pourrait être révélateur du fait que les Etats-nations, qui ont de tout temps visé à exercer un contrôle étroit sur les mécanismes de

violence armée -protection et sécurité obligent- vis-à-vis de leurs agresseurs potentiels, sont aujourd'hui dans la quasi-impossibilité de s'affronter entre eux, compte-tenu des appareils de défense puissants qu'ils ont patiemment élaborés, tandis que se multiplient à la surface du globe nombre de foyers de déstabilisation, alimentés par des entités infra ou supra nationales, soutenues ou organisées par des réseaux qui n'hésitent pas à recourir à la violence armée pour parvenir à leurs fins.

Dans un tel bouleversement de l'état du monde, l'apparition de nouvelles formes de pouvoir non-étatiques, de groupes à dominante idéologique (religieux, ethnique, etc,...), d'organisations criminelles ou de cartels, tend à se généraliser, et à accroître la fréquence de crises non-équilibrées ou asymétriques entre instances légitimes (étatiques) et groupuscules irréguliers. De ce fait, la population, l'infrastructure civile et économique, comme les rouages fonctionnels de la collectivité nationale (exécutif, législatif, judiciaire), constituent des cibles privilégiées des acteurs en présence, et leur atteinte engendre le plus souvent des effets collatéraux intolérables sur les plans humanitaire, socio-économique, et juridique, entre autres. De telles situations exigent alors une réaction plurielle mettant en relation aussi bien des instances diplomatiques que des organisations à but humanitaire, comme des forces de toute nature capables de maîtriser la violence et/ou à contraindre les belligérants à une paix durable, ainsi que toute entité susceptible de procéder à la restauration d'une situation de droit. Dès lors, l'activité militaire proprement dite n'est donc plus considérée que comme un moyen d'action parmi d'autres, dans une stratégie d'ensemble cherchant à restaurer une situation finale consensuelle.

En terme de renseignement, il s'agira par conséquent davantage de chercher à comprendre les intentions des parties en présence que de simplement connaître avec une précision comptable leurs capacités instantanées.



champ des affrontements à venir à toutes les chances d'être situé en grande partie dans des zones très diversifiées de fractures (zones de non-droit, paralysie des rouages institutionnels, dysfonctionnement des services, vides juridiques, champ immatériels, etc,...) et dans

des intervalles temporels difficilement contrôlables (instantanéité du fait accompli face à la lenteur de réaction des Etats dans de nombreux domaines). Plus aucun conflit ne se présentant donc sous la seule forme d'un affrontement spécifiquement militaire, la force déployée sur un théâtre d'opérations doit dorénavant intégrer des procédés et les moyens capables de répondre à l'ensemble du nouveau

spectre de la crise avec des dosages particuliers pour tenir compte des menaces identifiées sur le théâtre. Ainsi les nouveaux savoir-faire à développer s'étendent-ils dorénavant au combat en zone urbanisée, à la lutte anti-terroriste, au contrôle de foule ou de zone, à la gestion de flots de réfugiés, comme à la protection et la sauvegarde de population.

Dans une telle perspective, l'emploi des forces ne peut que devenir de plus en plus complexe et exiger un grand nombre de mutations au rang desquelles émerge tout particulièrement la maîtrise de l'information qui exige une optimisation et une adaptation de la fonction renseignement. Dans ce domaine, il s'agira en effet de pouvoir évaluer le réel degré de violence potentielle, et de proposer quelles formes de réponse

UN BOULEVERSEMENT DES REGLES PRE-ETABLIES...

Les principes militaires, le respect d'une certaine forme de droit, et les règles communément admises entre belligérants, qu'élaborèrent en particulier les puissances européennes tout au long des décennies passées, ne peuvent plus être considérés comme une loi immuable qui rendrait institutionnel le fait que toute violence armée indépendante du pouvoir étatique ne peut pas être considérée comme la guerre.

Suivant l'adage bien connu selon lequel "la fin justifie les moyens", les entités irrégulières citées plus haut refusent en effet de se conformer à des normes codifiées par des siècles de droit ou par l'Histoire, tandis que le

s'avéreraient adéquates face à une menace identifiée, à tous les niveaux concernés par la gestion de la crise.

DES REPONSES "SUR MESURE"...

Cette nouvelle approche met en évidence l'immensité du champ d'action, l'interpénétration des activités militaires et civiles désormais relativement indissociables, ainsi

chargés du renseignement (B2), ceux chargés des actions civilo-militaires, et éventuellement des officiers de police et/ou de gendarmerie à statut militaire.

C'est à cette condition que la complémentarité des actions entreprises conjointement doit pouvoir permettre de rendre "lisible" les intentions de la Force aux

parties en présence, et d'éviter l'écueil d'un enlèvement, d'une escalade ou de la fongibilité, alors que l'adoption de postures d'intervention plus variées offre une meilleure efficacité en terme de dissuasion et de graduation des réponses.

L'enjeu est important, dans la mesure où il s'agit de pouvoir maîtriser la globalité des agissements d'une population humaine très

sensible -civils et protagonistes de toute nature imbriqués ou non directement dans les événements- avec un degré de force adapté à l'ensemble du cadre espace-temps de la crise, d'autant que les réactions attendues peuvent varier de l'inactivité la plus passive à l'attitude la plus manifestement hostile à l'encontre des forces.

Le nouveau spectre des menaces auquel doivent faire face les forces nécessite par conséquent de pouvoir aujourd'hui répondre à la fois à des coups violents dans des périodes très brèves et à des coups diffus sur un plus long terme.

QU'EST-CE QUI EST NOUVEAU ?

Rien a priori ! Tous les grands chefs ont cherché historiquement à en savoir plus que leurs adversaires... et le renseignement a toujours voulu être prédictif

Ce qui est nouveau, c'est :

- l'obligation de comprendre l'adversaire
- le changement de priorité des centres d'intérêt

Les nouveaux centres d'intérêt :

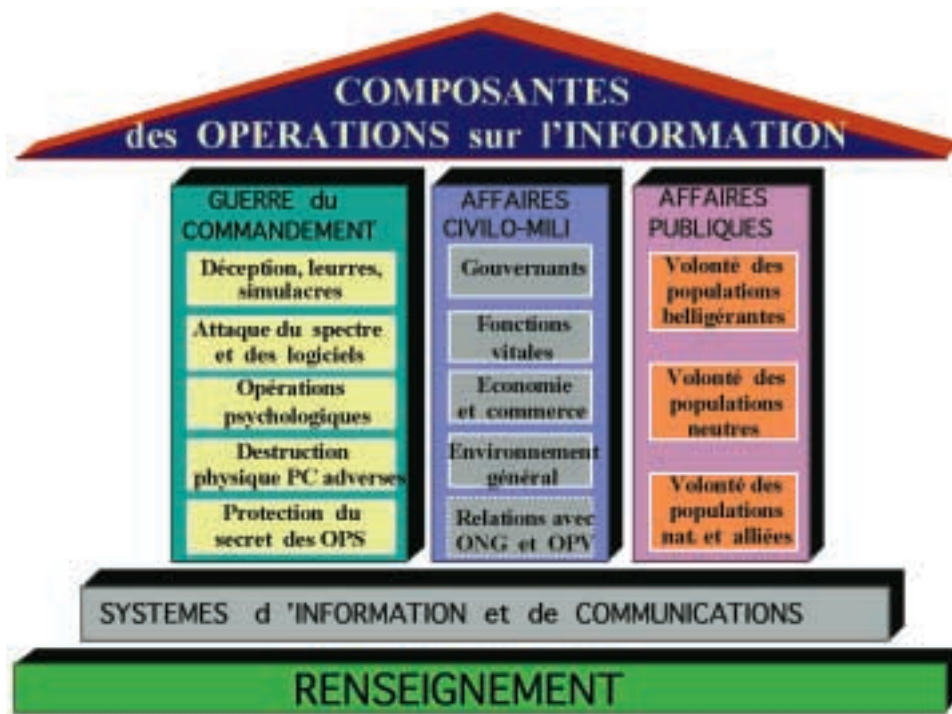
- P1: les facteurs structurants des acteurs
- P2: le profil des chefs des parties en présence
- P3: l'état des lieux des parties en présence

que la difficulté de distinguer nettement les activités de temps de paix et l'engagement proprement dit. Dans un tel contexte, les forces militaires conventionnelles, initialement formées à répondre au spectre d'un conflit de violence armée, voient s'élargir leurs compétences dans le but de participer plus efficacement au retour à la normalisation sur la zone de crise.

Par conséquent, en plus de la présence de conseillers juridiques, une action conjuguée est à rechercher systématiquement au sein des cellules de planification entre les bureaux de conduite opérationnelle (B3), les bureaux

DOMINER LES LUTTES D'INFLUENCE GRACE A LA MAITRISE DE L'INFORMATION...

Comme peuvent le laisser sous-entendre les arguments qui précèdent, la



complexité des crises modernes est alimentée par les luttes d'influence que se livrent toutes les factions rivales en présence. Or la brièveté des délais de circulation de l'information dans le monde actuel est telle qu'elle rend illusoire la volonté d'exercer une influence dominante sur l'ensemble des acteurs sans posséder une maîtrise optimale de l'information.

Car, d'une manière sans doute plus flagrante qu'auparavant, toute erreur ou tout retard dans la perception et l'exploitation d'une situation peut actuellement avoir des conséquences paralysantes sur l'emploi des forces. Tout décalage entre le déclenchement d'une action entreprise dans le but de maîtriser la violence et le cadre espace-temps

des circonstances qui l'ont nécessité risquera en effet de provoquer une influence totalement divergente de celle voulue.

Ainsi la maîtrise de l'information est-elle devenue de ce fait un véritable moyen d'action supplémentaire dans la prévention comme dans la résolution des conflits.

En autorisant le décryptage précis du contexte dans lequel auront à agir les forces (c'est-à-dire en lui donnant toute sa "lisibilité" grâce à une exploitation pertinente des intentions affichées par les acteurs), la recherche et la fusion d'un maximum de don-

nées obtenues par la fonction renseignement permettront de se forger une idée des actions décisives à entreprendre.

L'aptitude à utiliser le vaste domaine de l'information, tout en interdisant ou en limitant cette possibilité aux belligérants adverses, confèrera donc plus que jamais un avantage déterminant à celui qui la détient.

Une telle maîtrise repose sur la possession de savoir-faire adaptés à l'exercice du commandement, notamment ceux qui permettent une manœuvre du renseignement décloisonnée et très rapidement adaptable à la situation. Par ailleurs, elle nécessite de savoir limiter et

déformer toute information accessible à l'adversaire, quand il ne s'agit pas éventuellement d'en empêcher le recueil et l'exploitation dans l'exercice de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la "guerre du commandement". Aussi la maîtrise de l'information englobe-t-elle de nombreux domaines, compte-tenu du besoin de rechercher la vision la plus large possible de l'environnement global des forces.

de toutes ces données améliorera non seulement leur exploitation, mais permettra surtout de réduire d'autant les délais d'accès à l'information.

En outre, les réalisations obtenues dans le domaine militaire de la télématique (qui englobe les réseaux et la télédiffusion) favoriseront la remontée d'informations de toute nature sous forme de fichiers informatisés, d'images, de textes, de cartographie,

etc,... tandis qu'une assistance à la compréhension des situations pourra être développée par le biais de systèmes de type "cognitif" (comme par exemple le système FURET pour la Fusion du Renseignement Tactique), dont la fonction consistera à faciliter l'élaboration d'une image de référence exploitable par les différents niveaux de commandement.



L'élaboration du renseignement ne se limite donc plus exclusivement aux capacités d'action des belligérants potentiels, mais à l'ensemble des champs d'investigation sur le théâtre, y compris par le biais de données largement ouvertes et accessibles sur tout type de réseau disponible. Dans ce domaine, d'ailleurs, il est utile de rappeler que les progrès attendus de la numérisation de l'espace des opérations laissent espérer des avancées significatives dans le traitement et la fusion des données recueillies par des capteurs d'origine très diverses : imagerie, acoustique, ondes, etc... Car la numérisation

Parallèlement, d'autres types de système, dits "heuristiques" (c'est-à-dire fondés sur la modélisation et utilisant une démarche logique à partir de règles heuristiques) permettront d'anticiper les évolutions possibles à partir d'une situation donnée.

EVOLUTION DE LA FONCTION RENSEIGNEMENT...

Ainsi, d'une part les modifications profondes du contexte général d'engage-

ment, d'autre part les nouvelles perspectives que laissent entrevoir les récentes avancées technologiques, constituent-elles autant de facteurs de bouleversement qui nécessitent une inéluctable évolution de la fonction renseignement :

- le besoin en renseignement est devenu désormais permanent et mondial : la mise en évidence de la multiplicité et de la variété des types d'engagement possibles mais surtout leur nature imprévisible dans le temps et l'espace, ainsi que la nécessité de maîtriser l'information, impliquent de pouvoir disposer à temps des renseignements nécessaires aux engagements possibles et/ou probables. Il en résulte une veille permanente sur toutes les zones à risque du globe.
- le renseignement couvre des domaines de plus en plus larges et diversifiés : l'émergence de nouveaux types de conflits impose de ne pas se limiter au renseignement purement militaire ou au seul renseignement à caractère opérationnel. Le renseignement d'environnement intéresse également l'Armée de terre. L'élargissement du domaine d'intérêt du renseignement intègre donc aujourd'hui des facteurs très divers qui peuvent influencer sur le déroulement d'une opération (état et attitude de la population, des réfugiés, organisations humanitaires, médias,...) ainsi que toute forme de menace atypique (que peut constituer le grand banditisme, les trafics divers, la prolifération des trafics de toute nature, etc,...).
- le renseignement nécessite du personnel, des structures et des équipements adaptés et performants : la globalité, la diversité, le

besoin en permanence de l'action renseignement et, corrélativement, la multiplicité des moyens de recherche engendrent une mise en œuvre de plus en plus difficile et complexe. La gestion d'une fonction aussi importante exige de disposer d'une ressource humaine de plus en plus spécialisée et hautement qualifiée, capable aujourd'hui d'utiliser une gamme très étendue de moyens technologiques haut de gamme. Leur recrutement, leur formation, leur emploi doivent donc faire l'objet d'une évidente priorité.

- le renseignement s'inscrit dans la permanence : dans un continuum paix-crise-affrontement, la satisfaction du besoin en renseignement est un gage essentiel de succès. Or les différentes phases au cours desquelles évolue la situation exigent un variantement des efforts consécutifs aux différentes postures adoptées par les forces.

Il s'avère par conséquent indispensable de minimiser la rupture qui marque le passage de la paix à la crise, ou à l'affrontement, pour préserver l'efficacité et le rendement global de la chaîne Renseignement, dont la constitution doit pouvoir s'appuyer sur les éléments qui la constituent dès le temps de paix.

En conclusion, si les principes actuels d'organisation (unicité et verticalité de la chaîne, décloisonnement de la manœuvre, intégration-fusion de l'information) et de fonctionnement de la chaîne du renseignement restent adéquats dans le domaine opérationnel, il importe toutefois de pouvoir les appliquer avec discernement car chaque situation d'engagement présente en effet des caractéristiques spécifiques qui

nécessitent d'adapter cette fonction opérationnelle au "cas par cas" tout en maintenant la continuité et la flexibilité propres afin de suivre parfaitement les évolutions de l'engagement des Forces.

Son optimisation doit cependant constituer une priorité à court terme dans la mesure où le règlement des crises actuelles se déplace la plupart du temps sur le champ immatériel des luttes d'influence que se livrent les acteurs, ce qui implique davantage de pouvoir mettre à jour leurs intentions que de connaître parfaitement leurs capacités réelles d'action.

L'impérieuse nécessité de parvenir à une efficacité accrue dans ce domaine constitue l'une des conditions premières de la rapidité du cycle décisionnel. Elle exige de disposer d'une capacité croissante de recherche, d'exploitation et de traitement d'une masse considérable et extrêmement diversifiée d'informations grâce à l'utilisation de systèmes de plus en plus performants. De ce fait, la complexité d'emploi des moyens dont disposera à terme la fonction renseignement porte en germe l'obligation de veiller à la qualité des ressources humaines et techniques à y consacrer comme au développement d'une indispensable centralisation de leur mise en œuvre ♦

**THE NECESSARY ADAPTATION OF THE
FUNCTION "INTELLIGENCE" TO THE NEW
CONTEXT**

The new geopolitical context marked by a number of severe crises, which appeared after 1990, highlighted the fact that Armed Forces could now be confronted to an unpredictable and evolving environment resulting from the mutation of a bipolar order toward a new international balance. The question is: will this new global disorder, resulting from the end of the Cold War, only be a temporary unbalance limited in time and space or will it last? Is chaos going to prevail in a human society dislocated by the complex mechanisms of globalisation?

LA FONCTION RENSEIGNEMENT

*par le lieutenant-colonel de BARMON
chef du bureau préparation opérationnelle à l'état-major
de la Brigade de Renseignement*

Plus encore que les autres fonctions opérationnelles, dans le nouveau contexte d'emploi des forces qui prévaut en ce début de 21^{ème} siècle, la fonction renseignement frappe par le caractère global et permanent ainsi que par la diversité et la complexité de son champ d'application.

Elle répond donc à des besoins opérationnels spécifiques et s'exerce selon des modes opératoires rigoureux qui doivent être adaptés à chaque contexte et à chaque situation particulière.

LE RENSEIGNEMENT : UNE FONCTION OPERATIONNELLE DETERMINANTE POUR LA PLANIFICATION DE L'ENGAGEMENT ET ESSENTIELLE POUR LA COMPREHENSION DE SITUATIONS COMPLEXES ET EVOLUTIVES

Le terme de renseignement recouvre trois acceptions : le renseignement en tant qu'information pertinente, l'action dont il est le produit, et la fonction qui en régit les structures d'organisation liée à des modalités de fonctionnement.

Le renseignement n'est ni une fin en soi, ni une activité strictement réservée à certains spécialistes : il concerne tout le monde à des degrés divers. Il est l'une des préoccupations majeures du chef, quel que soit son niveau, il doit permettre d'anticiper l'action de l'adversaire ainsi que ses réactions face à nos propres actions.

La finalité du renseignement est donc de prévoir ce que fera l'adversaire de manière à produire à temps les plans avant l'action, à ajuster la manœuvre en cours d'action et à évaluer les effets après l'action. Ainsi, le renseignement, qui s'inscrit dans une logique d'anticipation et de permanence, a toujours été un facteur primordial dans l'application des principes de la guerre, positif ou négatif, selon qu'on l'utilise ou qu'on l'ignore :

- la liberté d'action dans la recherche de la sûreté (renseignement d'alerte),
- la concentration des efforts par l'identification du point d'application de l'effort (centre vitaux, centres déterminants) et de l'évaluation des risques encourus (renseignement d'objectif),
- l'économie des forces, par la recherche des informations précises et actualisées permettant au chef d'ajuster son dispositif selon une synergie optimale.

INTELLIGENCE AS OPERATIONAL FUNCTION

In the new framework for the employment of Land Forces prevailing at the beginning of the 21st century, intelligence, more than any other functions, strikes minds by its global and standing character as well as by its diversity and complexity in its field of application.

It comes as a response for two specific operational requirements. It is applied according to two rigorous operating modes adapted to each context and particular situation.

Aujourd'hui le besoin en renseignement recouvre des domaines de plus en plus larges et diversifiés (renseignement opérationnel, militaire et d'intérêt militaire, d'environnement,...).

Plus que jamais, la fonction renseignement nécessite donc du personnel, formé et en nombre suffisant, des structures et des équipements adaptés et performants.

La recherche du renseignement s'inscrit dans un cycle immuable, continu, réactif et dynamique, articulé autour de cinq phases consécutives, mais exécutées simultanément sur des informations différentes :

- expression des besoins,
- orientation de la recherche,
- recherche,
- exploitation,
- diffusion.

Les deux premières phases sont du ressort du B2 du niveau opérationnel considéré qui, fédérant les besoins en renseignement de l'ensemble des acteurs, oriente la recherche à partir des capteurs spécialisés (systèmes capteurs ROHUM, ROEM, ROIM) et non spécialisés (forces des niveaux subordonnées).

L'exploitation est assurée progressivement et par fusion successive par les différents échelons chargés du recueil (systèmes capteurs au titre du traitement primaire, CMO renseignement au titre du traitement secondaire dans le cadre du contrôle qualité et de la relance de la recherche) et par le B2 au titre de la production d'une image de référence et de l'évaluation de la situation qui constituent l'une et l'autre sa véritable raison d'être.

LA RECHERCHE SPECIALISEE : UNE MANOEUVRE COMPLEXE ET SPECIFIQUE CONDITIONNEE PAR L'ANTICIPATION ET CONDUITE PAR LES SYSTEMES DE RECHERCHE SPECIALISES DE LA BRIGADE DE RENSEIGNEMENT (BR)

La recherche spécialisée caractérise l'outil privilégié que constitue la brigade de renseignement (BR). Responsable de l'ensemble des moyens de renseignement spécialisés de l'Armée de terre, la BR, en tant que «système de système», propose et conduit une manœuvre spécifique mais véritable qui s'inscrit au cœur mais le plus souvent en amont de la manœuvre des forces.

En effet, cette manœuvre se caractérise par la combinaison dans l'espace et le temps de capteurs techniques et humains très différents en terme de modalités de déploiement mais véritablement complémentaires en terme d'effets. Il s'agira donc de combiner les performances de chacun de ces systèmes, à des fins de synergie et d'économie des moyens, pour satisfaire des besoins en renseignements spécifiés au profit de demandeurs différenciés (échelons supérieurs ou subalternes, multinationaux ou nationaux).

Cette situation implique une architecture renseignement complexe et suppose l'application de procédures rigoureuses et la dispositions de moyens de traitement et de diffusion de l'information qui fondent la vocation propre du CMO renseignement au sein de la chaîne de renseignement. Le fondement du CMO réside dans l'optimisation de l'emploi des capacités de recherche, ces dernières étant limitées en nombre au regard de l'étendue des besoins.

Ce CMO renseignement, selon le vocable actuellement consacré, répond en fait plus à la notion de PC fonctionnel renseignement

dans la mesure où il procède à l'emploi de systèmes capteurs complexes et autonomes, chargés de mettre en oeuvre leurs moyens respectifs dans le cadre de la manoeuvre de renseignement spécialisée conçue au sein du CMO RENS, en symbiose avec les détachements de liaison des unités de recherche associées.

Compte-tenu du volume limité des capteurs spécialisés et de l'extrême sensibilité de leur emploi qui nécessite à la fois une étude appropriée du facteur risque (capteurs humains notamment) et une coordination fine (capteurs techniques évoluant dans la 3^{ème} dimension notamment) le CMO RENS et ses capteurs associés seront regroupés le plus souvent au niveau terrestre le plus élevé où la France est nation cadre.

LE CMO RENSEIGNEMENT : UN VERITABLE PC FONCTIONNEL DONT LA VOCATION EST DE SATISFAIRE LES BESOINS EN RENSEIGNEMENT DE L'ENSEMBLE DES ECHELONS D'UNE CHAINE OPERATIONNELLE

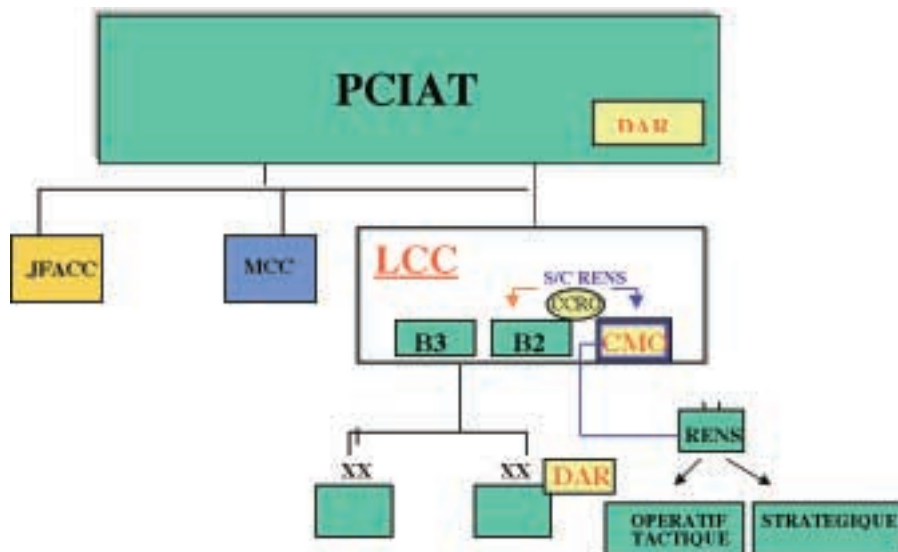
Il s'agira pour cette chaîne de renseignement spécialisée de contribuer à la satisfaction des besoins en renseignement de plusieurs niveaux, principalement ceux initiés par le B2 de rattachement mais aussi ceux intéressant un échelon subalterne chargé d'un effort particulier ou encore ceux d'intérêt national.

Pour les raisons citées précédemment, on

évitera de disperser les moyens de recherche. A cet effet, le CMO doit être en mesure de fournir de façon réactive et en boucle courte les informations pertinentes aux destinataires identifiés. A cette fin, des Détachements d'Appui Renseignement (DAR), qui sont d'une certaine façon des détachements de liaison émanant du CMO, peuvent être mis sur pied et insérés auprès du B2 du niveau supérieur dans une configuration interarmées ou multinationale sous la forme d'un «DAR haut» soit du niveau subalterne sous la forme d'un «DAR bas».

Ainsi donc, le CMO RENS, véritable PC fonctionnel de la recherche spécialisée, selon une terminologie proposée lors d'une étude sur les PC de niveau 1 initiée par le CDES, a pour vocation de conduire une forme de manoeuvre particulière et originale en amont et en parallèle de celle des forces, afin de participer au renseignement de planification de situation et de conduite.

Cette fonction suppose une étroite coordination entre le B2 de rattachement, principal employeur, mais aussi les autres acteurs de renseignement du théâtre ♦



LE CENTRE DE RECHERCHE

*par le Colonel DORANGE
commandant le Centre de Recherche
du CDES*

Le centre de recherche (CR) est un organisme original du CDES. De création très récente, il a plusieurs missions :

- mener des recherches stratégiques et doctrinales sur des sujets actuels ou prospectifs intéressant l'Armée de terre,
- conduire une politique d'ouverture en direction de l'université et des instituts de recherche,
- assurer une veille doctrinale en direction des organismes de doctrine étrangers.



Les recherches menées par le CR doivent se situer en amont des études du Centre de Réalisation et d'Etudes de Doctrine de l'Armée de Terre (CREDAT). Il ne s'agit pas pour le centre de recherche de faire double emploi avec le CREDAT en produisant également des documents réglementaires de tactique terrestre. Les thèmes de recherche du CR doivent être plus prospectifs et transverses.

Compte-tenu des moyens très limités en personnel militaire et civil affecté en permanence, le CR doit s'ouvrir largement en direction de l'université et des instituts de recherche intéressés par les problèmes de défense. Mais le motif principal de cette ouverture réside dans la volonté de l'Armée de terre de créer une véritable synergie dans la réflexion avec les chercheurs civils sur les sujets d'intérêt commun.

ETUDES EN PARTENARIAT

Des stages sont proposés au sein du CR à des étudiants en DEA, DESS ou doctorat. Le partenariat consiste en un "parrainage" de recherche. Il peut comprendre : l'aide à la définition de problématiques, l'accès à la documentation, aux experts du domaine considéré, à des rencontres sur le thème concerné (colloques, forums, séminaires), l'accueil matériel, le suivi du stage, la participation au jury, la publication des travaux (document papier ou informatique sur le site internet du CDES).

- Cette année, deux étudiants en DESS ont effectué un stage de sept mois au sein du CR. Ils ont analysé deux thèmes d'actualité : "les Balkans et les actions dans les champs psychologiques" et "le droit

THE ARMY COMMAND FOR DOCTRINE AND HIGHER MILITARY EDUCATION (CDES) RESEARCH CENTRE (CR)

The Research Centre (CR) is an original and particular organism of the Army Command for Doctrine and Higher Military Education. The recently-created CR has the following missions:

- conduct strategic and doctrinal research on current and prospective issues interesting the Army,
- conduct an opening policy toward universities, colleges and others research institutes,
- be in contact with foreign counterparts to be informed of any doctrinal breakthrough.

des conflits armés dans les engagements actuels". Le centre de recherche leur offre la possibilité d'approfondir ultérieurement ces sujets dans le cadre d'un doctorat en partenariat avec leur université.

- D'autres études sont actuellement menées par des universitaires effectuant leur service militaire : "la communication opérationnelle pendant la campagne du Mexique (1861-1867)", et "les comportements mimétiques et la violence dans les sociétés humaines d'après René Girard". Le second thème est complémentaire d'une recherche confiée simultanément à la FRS et pilotée par le CR sur les phénomènes de génération de violence. L'objectif est de disposer d'une typologie des incidents violents auxquels nos forces pourraient être confrontées sur les futurs théâtres de crise. Dans un premier temps, cette étude sera remise sous forme de document "papier". L'objectif final est de mettre à disposition des états-majors un logiciel d'entraînement des états-majors et des forces par la simulation à la gestion d'incidents violents, puis un logiciel d'aide à la décision pour l'engagement sur un théâtre d'opérations.

Le cycle 2000-2001 est en préparation. Les thèmes d'étude suivants devraient être notamment retenus :

- L'environnement juridique des forces dans les opérations de résolution de crise. Ce thème bénéficiera de l'affectation au CR d'un professeur des universités, Madame Françoise Thibaut. Docteur en droit, elle sera l'adjoint recherche du CR à la rentrée scolaire. Chef de la cellule affaires juridiques de l'EMAT jusqu'à cet été, le

colonel Martin, affecté depuis au CREDAT, sera étroitement associé à cette réflexion.

- Un chercheur en troisième cycle universitaire devrait étudier les évolutions dans le domaine de l'espace, ainsi que leur influence sur l'action des forces terrestres.
- L'un des deux stagiaires (DESS de défense), accueilli au CR lors du premier semestre 2000, poursuivra ses recherches dans le cadre d'une thèse de doctorat qui lui permettra d'élargir le champ de ses réflexions actuelles sur les actions dans les champs psychologiques pour aborder la part de l'Armée de terre dans la stratégie d'influence de notre pays. Cette étude sera menée en partenariat avec la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS).
- Le centre de recherche devrait également effectuer une étude sur le rôle de l'Armée de terre dans les missions de protection.

Enfin, plusieurs études prospectives sur l'évolution doctrinale des forces terrestres devraient être réalisées en partenariat avec les universités et instituts de recherche ou avec des officiers de réserve sous contrat de réservistes (ESR).

SITE INTERNET DU CDES

Le centre de recherche a coordonné la mise en ligne début juin 2000 d'un site Internet pour le CDES.

Il a pour but de :

- présenter le CDES et ses organismes,
- rendre facilement accessible la doctrine de l'armée de terre non classifiée et des documents de libre réflexion,
- favoriser l'avancée doctrinale de l'Armée de terre en :

- fédérant une communauté centrée sur la doctrine
- permettant l'échange de points de vue et de documents à travers le forum du site.

L'adresse du site est la suivante :
www.cdes.terre.defense.gouv.fr

ORGANISATION DE COLLOQUES, FORUMS, SEMINAIRES SUR DES THEMES DE DOCTRINE

Cette année, le centre de recherche a organisé un forum de doctrine sur "l'action des forces terrestres au contact des réalités". Cet événement a rassemblé 550 auditeurs de 24 pays et donné lieu à des débats très riches. Les actes sont disponibles sous la forme d'un livret ainsi que sur le site internet du CDES.

Au cours du cycle 2000/2001, trois rencontres devraient être organisées :

- deux séminaires (ou colloques) : une réflexion sur l'œuvre de Clausewitz et un travail sur l'environnement juridique de l'action des forces terrestres dans les opérations de résolution des crises.
- un forum au mois de juin 2001 sur le thème : "Vers une doctrine européenne des forces terrestres ?"

VEILLE DOCTRINALE ETRANGERE

Le centre de recherche, dans une volonté d'ouverture et d'échange avec les principaux pays alliés, suit avec grand intérêt leurs évolutions doctrinales ainsi que leurs études prospectives dans le domaine de l'emploi des forces.

BIBLIOTHEQUE – DOCUMENTATION

Depuis l'été 2000, le centre de recherche est responsable de la bibliothèque du CDES, anciennement bibliothèque de l'Ecole Supérieure de Guerre (ESG), du centre de documentation du CDES et de celui de l'EMSST. Des études sont en cours pour assurer une meilleure harmonisation entre ces trois organismes tout en respectant leurs spécificités. Un catalogue informatique commun des fonds documentaires et de la bibliothèque doit être progressivement mis en place. A terme, il sera disponible sur internet.

Bien qu'en période de montée en puissance, avec des structures très légères, le centre de recherche a déjà quelques réalisations à son actif. Dans l'avenir, par sa politique d'ouverture à l'extérieur de l'institution militaire, il a pour vocation de contribuer au développement et au rayonnement de la pensée militaire française ♦

*Centre de Recherche
du Commandement de la Doctrine et
de l'Enseignement militaire Supérieur de l'Armée de terre
BP 53
00445 ARMEES
Tél. : 01 44 42 52 26
Fax : 01 44 42 44 29*

LE CENTRE DE CONDUITE DES OPERATIONS INTERARMEES (CCOI) DE LA FÜHRUNGS-AKADEMIE DE LA BUNDESWEHR

par le major (D) KNICHEL
stagiaire de la 113^{ème} promotion du CSEM

Avec la Bundeswehr, la République fédérale d'Allemagne contribue à la maîtrise des crises et des conflits. Depuis l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle fédérale en juillet 1994, l'emploi des forces armées allemandes dans le cadre des systèmes de sécurité collective est en principe possible dans le monde entier. Les expériences récentes montrent que l'emploi des forces armées se fait surtout au sein des unités multinationales qui se voient confier des missions d'envergure et de durée limitées et qui se composent d'éléments des forces terrestres, aériennes et maritimes ainsi que, le cas échéant, de forces spéciales.



elles étaient dues à la nouvelle importance d'autres facteurs - capacités des moyens de mise en œuvre, participation des médias - et au développement à une vitesse vertigineuse de la technologie de l'information.

Dans le contexte international, il y a certes des approches individuelles reflétant les traditions et les manières de penser nationales, souhaitables et enrichissantes jusqu'à un certain point, mais ce qu'il faut c'est une ligne directrice nationale bien définie et contraignante. Au début des années quatre-vingt-dix, des premiers essais ont été faits pour développer une telle directive opérative. Au ministère de la Défense on n'est toujours pas parvenu à un consensus sur les "principes régissant le commandement

Les transformations intervenues dans le domaine de la politique de sécurité au début des années quatre-vingt-dix ont déclenché un vif débat sur la doctrine et le commandement de niveau opératif au sein de toutes les forces armées occidentales. Parallèlement, il est devenu évident que ce n'est pas seulement dans les différents pays mais au sein même des trois différentes armées allemandes que se sont développées des conceptions différentes du commandement de niveau opératif. Les raisons qui expliquent cette évolution sont multiples. D'une part, c'est l'éventail élargi des missions des forces armées qui, par manque d'une connaissance approfondie de la zone d'engagement et des capacités de l'adversaire, ne permettait plus de planifier des opérations à long terme. D'autre part,

THE FÜHRUNGS-AKADEMIE CENTRE FOR THE CONDUCT OF JOINT OPERATIONS

The Federal Republic of Germany contributes to crises management and conflicts settlement with the Bundeswehr. In July 1994, the German Federal Constitutional Court passed an act allowing the employment and the deployment German Forces theoretically everywhere on the globe within the framework of collective security systems. Recent experiences have shown that the employment of German Armed Forces takes place mostly within the framework of large multinational units tasked with missions limited in time and scope. The latter are composed of land, air and maritime components and if deemed necessary Special Forces.

de niveau opératif des forces armées" établis par l'état-major des forces armées en 1992. "La directive opérative de l'Armée de terre" initiée en été 1993 par le chef d'état-major de l'Armée de terre d'alors n'a pas non plus été mise en vigueur.

Aussi la doctrine d'emploi des forces armées se fonde soit sur des règlements de l'Armée de l'air, de l'Armée de terre et de la Marine, soit sur des documents de l'OTAN. Cependant ces règlements reflètent d'une manière incomplète l'éventail élargi des missions de la Bundeswehr. Des principes vastes et valables pour les trois armées, concernant la planification opérative de l'emploi de la Bundeswehr, faisaient défaut.

L'établissement d'un document servant de base au commandement de niveau opératif, susceptible de combler la lacune entre les documents politiques, (comme par exemple le Livre blanc et les principes directeurs de la politique de défense d'un côté et les règlements tactiques des armées d'un autre côté), s'est donc avéré impératif. Un nouveau document relatif à l'emploi opératif des forces armées s'est révélé absolument nécessaire au commandement et à l'emploi ainsi qu'à l'enseignement et la formation.

A cette fin, le groupe de travail GOPES a été créé le 1^{er} juillet 1997, d'abord pour une période de 2 ans, sur l'instruction du chef d'état-major adjoint des armées. Celui-ci avait pour mission de réaliser le travail de fond dans les domaines de la planification opérative interarmées et de la mise en oeuvre des forces armées. Ce groupe a donné naissance au Centre de Conduite des Opérations Interarmées (CCOI).

LE CENTRE DE CONDUITE DES OPERATIONS INTERARMEES

Depuis le 1^{er} octobre 1998, le CCOI est responsable d'une partie de la formation dispensée à la Führungsakademie de la Bundeswehr. Comme déjà mentionné, il était d'une importance majeure pour le ministère fédéral de la Défense d'améliorer la connaissance des missions interarmées et l'enseignement des opérations interarmées et interalliées (*joint and combined operations*) pour pouvoir faire face aux nouveaux défis.

C'est pour cela que le CCOI s'est vu confier dès sa mise sur pied les missions suivantes :

- mener **les études de fond** sur le cadre interarmées,
- transmettre les connaissances **nécessaires dans le domaine des *joint and combined operations***,
- assurer la préparation, la réalisation et l'exploitation au niveau organisation de **stages et séminaires** adaptés.

Le centre spécialisé des jeux de guerre est placé sous l'autorité du directeur du CCOI à qui, de ce fait, incombe également la tâche d'apporter son soutien au niveau des exercices conduits par la Führungsakademie de la Bundeswehr et d'optimiser l'utilisation du centre spécialisé de concert avec les autres unités de formation.

Les études de fond sont concentrées tout d'abord sur l'établissement de la directive opérative concernant les opérations

des forces armées. Après avoir fait l'objet d'un travail de concertation intense, cette directive a été signée le 20 août 1999 par le chef d'état-major des armées. Elle décrit la fonction charnière du commandement opératif et démontre également la nécessité d'une planification interarmées et d'un commandement des opérations interarmées.

Outre les aspects déjà mentionnés du rôle d'un commandement de niveau opératif et de la nécessité d'un emploi concerté et interarmes des forces armées dans le cadre des opérations interarmées et interalliées (*joint and combined operations*), l'une des fonctions essentielles de ce document est de définir certaines notions dans un cadre interarmées.

Pour un nouveau document tel que la directive opérative, il faut concevoir une place au sein de la hiérarchie nationale des documents. Même si une décision définitive n'a pas encore été prise, il paraît utile de situer la directive opérative concernant les opérations des forces armées dans la hiérarchie conceptuelle des documents.

La directive conceptuelle, la conception de la Bundeswehr (partie : missions et capacités) et les documents de suivi définissent quelles sont les missions qui incombent à tel secteur organisationnel et quelles sont les ressources à la disposition de celui-ci. La directive opérative concernant les opérations des forces armées, et les documents de suivi déterminent la doctrine d'emploi des forces armées. Si nécessaire, les procédures stipulent comment et où une opération est planifiée, quelles tâches sont remplies et à quel moment. Le «reader» est un document du CCOI élaboré d'après cette

directive et qui décrit l'emploi interarmes des forces armées dans le cadre de toute la gamme des missions effectuées sous le commandement de l'OTAN, sous commandement national, mais aussi sous le commandement de l'UEO ou sous l'égide des Nations Unies. Il s'agit là d'un manuel dont le but est de rendre plus explicites les principes régissant la planification et le commandement des opérations et de développer la compréhension générale de l'emploi interarmes des forces armées.

En outre, il revient au CCOI de rédiger un dictionnaire militaire en allemand définissant les termes qui se réfèrent à la mise en œuvre des forces armées. L'une des premières tâches conceptuelles consiste en l'élaboration d'un concept partiel pour tâches communes dans le domaine des opérations d'information.

Au niveau du travail de base multinational, le CCOI a pour mission d'élaborer des propositions visant au développement futur de l'*Allied Joint Publication*, de retenir des propositions faites par le ministère fédéral de la Défense, de les préparer pour l'état-major des forces armées, et de présenter les propositions nationales approuvées aux organismes de l'OTAN, notamment à la *Military Agency for Standardisation Organisation*.

Dans ce contexte, il s'agit actuellement de développer l'*Allied Joint Doctrine* (AJP 01) et un certain nombre de documents de suivi, tâche prise en charge par l'*Allied Joint Operations Working Group*, groupe de travail interarmées. De surcroît, l'AJP 3.4 *Military Operations Other Than War* et une AJP relative aux opérations de soutien à la paix (*Peace Support Operations*) sont actuellement en examen.

ENSEIGNEMENT DES OPERATIONS INTERARMEES ET INTERALLIEES

(joint and combined operations)

Dans ce domaine il importe d'intégrer les principes du CCOI et autres sources pour l'enseignement, de les transmettre, de discuter leur contenu dans le cadre des séminaires et de développer ainsi leur compréhension. Il s'agit de permettre aux officiers supérieurs, pendant des exercices, d'être à même d'assurer des missions de façon autonome au sein des états-majors interarmées et interalliés.

L'enseignement du CCOI met l'accent sur le niveau militaire stratégique et opératif. Il est surtout transmis aux participants du stage d'état-major général national et constitue un point fort de leur formation assurant le lien entre l'enseignement en matière de politique de sécurité et de

stratégie d'un côté et celui de l'emploi des trois armées de l'autre côté.

Pour ce qui est de la structure de commandement de l'OTAN, les connaissances dispensées au CCOI concernent donc notamment les tâches à mettre en oeuvre au sein de l'état-major militaire international, du "*combined joint planning staff*", des "*strategic commands*", des "*regional commands*", des "*joint subregional commands*" ou d'un "*CJTF-headquarters*".

Les documents de base de l'OTAN constituent les documents utilisés ; on ne fait donc pas appel à des documentations nationales. La langue utilisée lors des exercices est l'anglais.

La série d'exercices réalisés dans ce contexte se compose comme suit :

Opérations interarmées - Série d'exercices

| Opérations interarmées I Plans de circonstance | Opérations interarmées II Défense de l'Alliance | Opérations interarmées III Maîtrise des crises | Opérations interarmées IV Opérations en faveur de la paix |
|---|---|---|--|
| CJPS/ministère fédéral de la Défense *** COP : Elaborer/vérifier | RC/CC *** Planification/Rédaction et diffusion des ordres | UEO/ministère fédéral de la Défense *** Concept d'options | CJTF HQ *** Planification des opérations |

Au cours des opérations interarmées I, les stagiaires examinent un "*Contingency Operation Plan*" (COP) authentique tandis qu'une autre partie du groupe d'étude élabore le document correspondant.

Lors des opérations interarmées II, on procède à la planification d'une opération et

à la rédaction et diffusion des ordres au niveau "*Regional Command*".

Enfin, pendant les opérations interarmées III, il est prévu de gérer une crise en élaborant un concept d'options au niveau de l'UEO et du ministère fédéral de la Défense pour concevoir ensuite la

planification opérationnelle d'une "Combined Joint Task Force" dans le cadre des opérations interarmées IV.

Le CCOI attache une grande importance à la réalité des exercices qui sont régulièrement adaptés aux expériences les plus récentes. Ainsi se développe un nouveau module, qui demande aux participants de l'exercice, les opérations interarmées III une fois terminées, de planifier une opération d'évacuation.

Dans le domaine national, l'enseignement est axé sur les tâches à assurer par l'état-major coordonnateur "tâches opérationnelles de la Bundeswehr" auprès du centre d'opérations de la Bundeswehr et du commandant national dans la zone d'engagement. S'inscrivent également dans le cadre de la formation du CCOI les contributions qu'apportent le service de santé et autres services responsables de la mise en oeuvre des forces armées, le rôle que joue l'état-major des forces armées, mais aussi l'état-major de planification dans l'harmonisation interministérielle et, finalement, les tâches à accomplir dans le domaine des médias.

De surcroît, le CCOI organise les **stages et séminaires** suivants :

NATO Staff Officer Course

UN Staff Officer Course

Stage "défense militaire nationale"

Stage "défense globale"

Stage "service de santé dans le cadre de la défense globale"

Séminaire "doctrine opérative"

C'est surtout le séminaire "doctrine opérative", s'adressant aux officiers occupant des postes aux échelons supérieurs, qui jouit d'une grande notoriété. Ce séminaire est principalement conçu pour des lieutenants-colonels et des colonels, si possible, chef de bureau, directeur de service militaire ou chef de division dans une autorité supérieure.

Les sujets des séminaires discutés pendant trois jours sont redéfinis tous les ans. L'année dernière, par exemple, la sélection, la préparation et le commandement des forces de réaction aux crises, étaient au premier plan.

C'est par le travail de fond, la formation et la participation aux projets des forces armées que le CCOI donne de nouvelles impulsions à l'emploi interarmées des forces à l'échelle nationale et internationale.

Il importe d'élaborer des conceptions allemandes concernant le commandement des forces armées, de les harmoniser soigneusement sur le plan national, de les faire valoir sur le plan international et de les transmettre aux stagiaires de la Führungsakademie de la Bundeswehr.

La mise sur pied du CCOI et les résultats que celui-ci a obtenus jusqu'à présent dans son travail ont permis de combler une lacune et de créer la base d'une participation adéquate des forces armées allemandes aux opérations internationales menées aujourd'hui et à l'avenir ♦

LES THEORIES GIRARDIENNES, UN CADRE D'ANALYSE ENRICHISSANT POUR LA DOCTRINE MILITAIRE FRANÇAISE

par Monsieur ARCHIDEC
du Centre de recherche du CDES

Toute réflexion sur les problèmes de maîtrise de la violence nécessite au préalable une analyse fouillée des racines psychologiques et des enchaînements systémiques caractérisant les crises violentes.

Le Centre de recherche du Commandement de la Doctrine et de l'Enseignement militaire Supérieur souhaite mettre en relation des compétences pluridisciplinaires afin d'offrir à l'Armée de terre un instrument d'analyse et de maîtrise des phénomènes violents. Dans cette optique, M. Cédric Rollet, stagiaire au Centre de recherche, réalise actuellement une étude sur les actions psychologiques en ex-Yougoslavie. Parallèlement, la Fondation pour la Recherche Stratégique s'est vue confier par le Centre de recherche la mission de modéliser des situations violentes typiques en décrivant la logique de leur développement et les voies de leur résolution.

Dans ce contexte de réflexion autour du thème de la maîtrise des situations de crises, le Colonel Dorange, chef du Centre de recherche, a jugé opportun d'initier une étude sur les applications militaires potentielles des théories sur la violence développées par René Girard. Il faut souligner que ces théories font d'ores et déjà l'objet de recherches poussées aux Etats-Unis (où Girard enseigne depuis une cinquantaine d'années).

Cet article cherchera donc à présenter les lignes de force de la pensée girardienne et à montrer combien l'approche girardienne pourrait



enrichir la doctrine des forces terrestres. Dans ce court article, nous n'allons bien évidemment qu'effleurer les travaux de René Girard. Fort heureusement, comme c'est souvent le cas chez les grands auteurs, la surface de leur œuvre est déjà riche de toute la profondeur de leur pensée. Nous espérons que nous trahirons le moins possible celle de René Girard.

L'action des forces terrestres au contact des réalités ou le défi de la complexité

Le passage d'un monde bipolaire à un monde dominé par une hyperpuissance qui n'a cependant ni les moyens ni l'envie d'intervenir en permanence pour réguler l'ensemble des zones de crise de la planète a ouvert une ère d'incertitudes dans les

THE GIRARD THEORIES CONSTITUTE AN ENRICHING ANALYSIS FRAMEWORK FOR THE FRENCH MILITARY DOCTRINE

A deep analysis of psychological roots and the logic of spiral of violent crises should precede any thinking on the mastering of violence.

The Research Centre of the Army Command for Doctrine and Higher Military Education intends to merge multidisciplinary competencies in order to provide the Army with an analysis framework for the mastery of violent phenomenon.

In this thinking process around the topic of the mastery of violence, colonel Dorange, commanding the Research Centre decided to initiate a study on potential military applications of the Girard theories on violence. This article aims at presenting the main ideas of the Girard approach and to show how the latter could enhance the doctrine of Land Forces.

relations internationales. Ce nouveau contexte a fait évoluer les missions de l'Armée de terre, missions qui présentent désormais un niveau élevé de complexité.

En effet, le champ de l'intervention militaire s'est élargi. Jusqu'ici le rôle de nos forces était d'assurer la sécurité et de défendre les intérêts fondamentaux de la nation. Cette tâche supposait que nous cherchions, par l'agencement rationnel d'une série de moyens (militaires évidemment mais aussi financiers, économiques et scientifiques) à exercer une dissuasion ou une coercition sur un adversaire préalablement désigné et représenté par ses forces armées. Une telle mission était compliquée au sens où de nombreux facteurs entraient en ligne de compte dans la détermination des moyens et des modalités de l'action à mener. Toutefois, un problème compliqué est toujours susceptible de se décomposer en autant d'éléments simples qu'il est nécessaire pour le résoudre. Cette méthode proprement cartésienne s'insérait avec bonheur dans la tradition intellectuelle française.

Aujourd'hui, le but d'une intervention est bien sûr de gagner la guerre mais surtout de gagner la paix. Aussi, les objectifs d'une action des forces armées débordent sensiblement le cadre strictement militaire.

Le retour à la stabilité sociale, économique et politique, représente désormais le critère ultime pour juger du succès d'une opération extérieure. Les nouvelles missions induites par cette modification des objectifs sont l'assistance humanitaire, la sécurisation publique ou encore la lutte directe contre le crime organisé. En faisant face à ces tâches nouvelles, l'action militaire se déploie naturellement dans l'espace de la

complexité. Le nombre infini d'interactions qui définissent une communauté ou un phénomène historique interdit effectivement leur décomposition et leur reconstruction à partir d'éléments simples : la totalité sociale n'est jamais réductible à la somme de ses parties. Démonter pièce par pièce la machine de guerre de l'ennemi est une tâche qui n'est "que" compliquée. En revanche, maîtriser les soubresauts de l'opinion publique (qui obéit désormais aux principes des droits de l'homme plutôt qu'à la logique manichéenne de l'intérêt national), rétablir la concorde civile ou canaliser les débordements violents d'une foule surexcitée sont autant de missions complexes.

Face à ces nouveaux défis, deux démarches sont possibles. L'une relève de la démission intellectuelle et consiste à penser que face au complexe il est impossible de définir des principes simples pour l'action. On renonce alors à toute modélisation des systèmes complexes ce qui revient finalement à accepter l'idée que plus une forêt est dense plus il est absolument nécessaire de s'y engouffrer les yeux fermés. L'autre attitude, bien plus exigeante mais, me semble-t-il, tout aussi indispensable que profitable, participe de la conviction qu'une modélisation de la complexité est réalisable à condition d'adopter des hypothèses simples mais susceptibles de produire des scénarii complexes. Cette démarche est identique à celle qui se trouve au fondement de la science météorologique, science dont la fiabilité des prévisions ne cesse de s'accroître.

Une fois admise la possibilité d'une modélisation des comportements humains (et en particulier de la violence) encore faut-il disposer d'hypothèses suffisamment

simples pour éviter la mise en place d'un instrument peu opératoire. Notre objectif avoué est en effet de proposer à terme un logiciel d'aide à la décision tactique et opérative. Ce logiciel permettrait de situer dans l'espace et dans le temps les potentialités de crise violente et de proposer les actions dans les champs matériels et immatériels de nature à empêcher l'occurrence d'une crise ou à les résoudre au moindre coût humain, civil et militaire.

Les théories girardiennes semblent répondre aux contraintes de l'exigeant cahier des charges qui préside à la réalisation d'un tel outil (simplicité d'utilisation, réalisme des scénarii). En effet :

- les thèses de Girard reposent en dernière instance sur une hypothèse à la fois simple et unique : le désir mimétique,
- l'hypothèse du désir mimétique permet de rendre compte des interactions complexes entre les différents individus d'une communauté,
- la théorie girardienne permet d'anticiper de façon précise l'évolution des comportements collectifs. On peut donc soumettre cette théorie à l'épreuve des faits selon la méthode scientifique,
- elle permet de bâtir une typologie des processus d'exacerbation et de résolution de la violence susceptible de donner des clefs d'évaluation de l'environnement auquel une force d'intervention peut être confrontée.

Afin de laisser entrevoir la richesse et la pertinence des théories girardiennes, nous allons maintenant chercher à exposer leur teneur de manière synthétique.

René Girard ou l'apôtre d'une psychologie interindividuelle

L'hypothèse fondamentale émise par René Girard concerne la nature du désir humain. Il considère que celui-ci est essentiellement mimétique au sens où nous ne désirerions que des objets qui nous seraient préalablement désignés par un individu qui ferait office de modèle. Girard va jusqu'à affirmer que c'est la propension à la mimésis qui définit le seuil d'humanisation. Dans notre espèce, l'essentiel de l'apprentissage se fait par le biais de l'imitation. Cette modalité d'acquisition des connaissances résulte de l'atrophie de nos comportements instinctuels. Elle permet une grande adaptabilité de notre espèce à son environnement et participe de notre capacité à conduire des raisonnements abstraits.

Toutefois, cette propension naturelle de l'homme à la mimésis ne se borne pas au champ de l'apprentissage. En effet, souffrant d'un déficit d'instinct, l'homme ne sait pas naturellement ce qu'il est souhaitable de désirer pour atteindre le bonheur. Il est donc inmanquablement conduit à choisir un modèle (un des parents, un maître, un leader politique jouera ce rôle), qui semble être parvenu à combler son manque d'être.

L'imitateur va alors chercher à acquérir les témoignages matériels de la supériorité ontologique supposée de son modèle (conjoint, diplôme,...). Si la distance sociale entre modèle et imitateur est importante, on entrera dans ce que Girard appelle une médiation externe, relation dans laquelle le modèle ne se sent pas en concurrence avec celui qui cherche à l'imiter. En revanche, s'il apparaît que l'imitateur est une menace

crédible pour le modèle, alors celui-ci va tenter de faire obstacle aux prétentions de son épigone. Pour utiliser le vocable girardien, on dira que s'initie un rapport de médiation interne potentiellement conflictuel et violent. Toutes les sociétés humaines sont fondées sur un réseau serré de relations mimétiques qui font que chaque individu se sent menacé par autrui alors même qu'il est perçu comme un concurrent dangereux par d'autres sociétaires. Il suffit dès lors d'une étincelle pour enflammer une communauté baignant dans les vapeurs de ces tensions interpersonnelles.

Combattre la violence par la violence comme on combat le feu par le feu

Quelle peut être cette funeste étincelle ? Girard, en se fondant sur l'analyse des grandes mythologies (Œdipe, Téoitihuacan,...) ainsi que sur des données ethnologiques (rites et institutions des Kaingangs, des Nuers, des Aztèques,...), affirme que les sociétés humaines et les cultures qu'elles produisent sont toutes fondées sur le religieux (au double sens de *relingere* et *religere*). Le religieux s'enracinerait lui-même dans le recours à une violence unanime et collective agissant comme un vaccin contre les risques de ce que Girard appelle la violence réciproque. Par quels mécanismes la violence peut-elle protéger de la violence ? Grâce à la condamnation unanime d'un bouc émissaire. Que Thèbes soit frappée par la peste et c'est Œdipe qu'on accuse, que l'Europe soit frappée par le même fléau et on affirme que les Juifs ont empoisonné les points d'eau. Ces accusations sont évidemment iniques.

Cependant, elles présentent un caractère rationnel (qui n'est pas sans

rappeler celui de la raison d'État) en ce qu'elles visent à préserver la communauté d'une crise violente par le sacrifice d'une victime incapable de réclamer vengeance contre ses bourreaux.

Il est également rationnel pour les sociétaires non stigmatisés d'acquiescer à la culpabilité de la victime expiatoire. En effet, puisque chacun imite un ou plusieurs modèles et incarne un modèle pour une ou plusieurs personnes, chaque membre de la société est conscient qu'en cas de crise grave (épidémie, guerre,...) il risque de polariser la haine de ses concurrents mimétiques et d'être accusé de causer les malheurs qui accablent la communauté.

Aussi, dès qu'un individu (ou un groupe d'individus) possède ce que Girard appelle un signe victimaire (religion, anomalie physique ou comportementale,...) le reste de la communauté, par un processus itératif très rapide utilisant le réseau mimétique préexistant, décharge sa violence sur cette victime. La réconciliation autour de cette victime sacrificielle et les effets bénéfiques sur le fonctionnement de la société qui en résultent valident *a posteriori* l'idée qu'elle était bien responsable de tous les maux de la communauté.

Dans la pensée de Girard ce n'est donc pas la différence mais au contraire la trop parfaite ressemblance entre des individus qui s'imitent sans se l'avouer qui est à l'origine des actes violents, physiques ou symboliques. La désignation d'un coupable et son meurtre, la commémoration rituelle de ce meurtre, les rites religieux et les structures culturelles (tabous, institutions, littérature, règles de vie en société,...) sont autant de moyens de créer une différenciation pacificatrice dans la société.

Selon Girard seuls l'Ancien et surtout le Nouveau testament permettent de mettre à jour la réalité des rapports mimétiques et des processus de bouc émissaire. Cela expliquerait que la notion de droits de l'homme soit née dans l'univers judéo-chrétien et se soit répandue dans le reste du monde à mesure que les nations catholiques et protestantes affirmaient leur domination. Girard affirme en outre que, grâce à l'émergence de la notion de responsabilité individuelle (qui a atteint sa forme la plus aboutie dans les univers judéo-chrétiens et gréco-latins), un appareil de maîtrise de la violence *a posteriori* (et non plus *a priori* comme c'est le cas dans les sociétés sacrificielles archaïques) est apparu : il s'agit de l'institution judiciaire. Une telle institution permet de démultiplier et de faciliter les relations entre les hommes tout en limitant le risque d'engrenage de la violence grâce à l'anticipation de la dureté des sanctions civiles et pénales par les individus.

Les applications des thèses girardiennes semblent prometteuses

L'approche girardienne a pour objet de décrire le comportement de chaque individu en tant qu'il est indéfectiblement lié à ceux des autres membres de sa communauté. Il est aisé de comprendre la supériorité d'une telle démarche sur celle, généralement retenue en sciences humaines, qui repose sur un individualisme méthodologique radical. Cependant l'approche girardienne ne s'enferme pas non plus dans une vision du comportement humain trop strictement déterministe (vision à laquelle adhère un auteur comme Bourdieu). Elle offre par conséquent une modélisation assez réaliste de nos comportements. Les champs d'application des thèses de Girard sont légions.

Elles permettent notamment de comprendre les moteurs de conflits entre frères ennemis qui, de Caïn et Abel jusqu'au Liban ou à l'ex-Yougoslavie et en passant par Étéocle et Polynice, ont marqué l'histoire et l'imaginaire des hommes. Mais la haine de la différence (conflits racistes ou religieux, rejet de toute institution républicaine par certaines catégories de population) et la violence qu'elle engendre peuvent elles aussi être analysées à travers le prisme girardien. On comprend alors que ces conflits sont l'expression d'un choc entre deux systèmes culturels de différenciation incompatibles.

Les théories que nous avons évoquées seraient également très utiles dans la conduite d'actions dans les champs psychologiques ainsi que dans la formation de nos officiers (gestion d'environnements complexes et instables, commandement,...). La modélisation des réactions d'un groupe humain sur le fondement des travaux de René Girard représente indéniablement un travail considérable. Il faudra d'abord comprendre comment se déploient exactement les processus d'émergence et de résolution des phénomènes violents. On devra ensuite déterminer les outils appropriés pour leur modélisation (probabilités bayésiennes, réseaux de Pétri,...). Cela nécessitera la mise en commun de compétences multiples (sociologues, psychologues, spécialistes des relations internationales,...). En effet, une somme énorme de données empiriques devra être rassemblée afin de déterminer comment les caractéristiques d'une population donnée (religion, structures sociales et familiale, niveau de vie,...) influencent l'apparition de comportements violents. Ce projet est ambitieux. Cette ambition est à la mesure des défis que devra relever l'Armée de terre dans les décennies à venir ♦

LE «CJ2» DE LA SFOR PENDANT L'INTERVENTION DE L'OTAN EN RFY

*par le capitaine BRAUX
de la 102^{ème} promotion de l'EEM*

Jusqu'au mois de mars 1999, le renseignement au sein de la SFOR était essentiellement tourné vers les problèmes propres à la Bosnie. L'intervention de l'OTAN lors de la crise du Kosovo a mis en évidence l'importance de la circulation du renseignement entre plusieurs théâtres d'opérations, mais a surtout mis en exergue les problèmes posés par le cloisonnement qui existe entre les différentes nations au sein même de la FOT. En outre, et de manière plus générale, le rôle de la SFOR aujourd'hui nous permet de constater une évolution significative des besoins en renseignement au niveau de ce théâtre.



traditionnellement instable. L'intervention militaire internationale, si efficace fut-elle, n'a pas suffi à propulser dans la démocratie un pays caractérisé par des institutions naissantes et instables, voire artificielles. Il est donc apparu nécessaire de consacrer des moyens significatifs au renseignement sur ses capacités

de nuisance. Parmi les besoins en renseignement déterminants pour cette période de tension en rapport avec la crise du Kosovo (du 24 mars jusqu'à la signature des accords de Kumanovo en juin 1999) citons notamment :

- la situation très complexe des flux de réfugiés (entre Etats) et déplacés (au sein d'un même Etat),
- le terrorisme international, crime organisé, soutien de l'UCK ou des forces serbes à partir du territoire bosniaque,

**MALGRE LA REDUCTION DE SON
FORMAT LA SFOR ACCORDE
TOUJOURS UNE PLACE PRIVILEGIEE
AU RENSEIGNEMENT**

La SFOR s'inscrit aujourd'hui dans un contexte général de réduction d'effectifs. Cet allègement programmé traduit de réels progrès vers la stabilisation. Ainsi la SFOR pourrait voir rapidement ses effectifs passer de 30 000 hommes à 20 000 ou 15 000, ce qui représenterait le seuil minimum pour assurer la sécurité des organismes non armés de la communauté internationale (ONU, ECMM, ONG, OSCE,...).

Il n'en demeure pas moins que les besoins en renseignement demeurent toujours aussi importants. Ainsi, et quel que soit le format retenu, la SFOR doit continuer à assurer sa mission sur un théâtre

THE SFOR "CJ2" DURING THE NATO INTERVENTION IN THE FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

Till March 1999, intelligence within SFOR was oriented only toward issues and problems specific to Bosnia. The NATO intervention in Kosovo has since then shown the significance of the circulation of intelligence between several operations theatres, moreover it has stressed the lack of communication between nations constituting the Force. More generally, the role of SFOR underlined the growing intelligence requirement at theatre level.

- les activités des ultra-nationalistes et groupes paramilitaires pouvant menacer la SFOR.

Pour faire face à ces besoins, de nombreux moyens de renseignement du niveau théâtre ont été mis en place à différents niveaux d'emploi qui ont pu apparaître souvent indépendants les uns des autres. Le niveau le plus large et le moins riche est celui de la SFOR elle-même (limites imposées par la présence de pays de la CEI en son sein). Il ne concerne que les documents destinés à être exploités par la totalité des unités de la force et la plupart du temps les organismes non militaires présents au CO (UNPTF, UNHCR, OHR). Aucune structure permanente de renseignement intégrant des pays non-membres de l'OTAN n'existe au sein de l'état-major.

Au niveau de l'OTAN, cela s'exprime notamment par l'existence des différentes structures de niveau théâtre :

- B2 (CJ2),
- *Allied Military Intelligence Battalion* (AMIB),
- *Combined Joint Special Operations Task Force* (CJSOTF).

Quant au niveau des nations, c'est la chasse gardée des représentants des Etats (REPFRENCE par exemple). Ce niveau s'appuie sur les moyens nationaux d'une part et sur les "*National Intelligence Cells*" (NIC) au sein de l'état-major d'autre part. En ce qui concerne les organismes officiels hors-OTAN : (UNPTF, OSCE, CEE, OHR, UNHCR), leur participation s'effectue quotidiennement au sein du *Joint Operations Center* (JOC) ou grâce au réseau CRONOS. Elle est particulièrement déterminante dans

l'évaluation des menaces liées aux actions civilo-militaire (ACM).

La caractéristique commune à tous ces organismes est sans nul doute la prédominance anglo-saxonne. L'anglais est de fait la langue unique de la communauté du renseignement à l'état-major de la SFOR. Mais la prédominance anglo-saxonne se traduit surtout par l'abondance des moyens techniques mis à disposition de la SFOR (PREDATOR, P3 ORION,...).

LES IMPERATIFS DU RENSEIGNEMENT EN MILIEU MULTINATIONAL : COHERENCE AUTOUR DE LA MISSION ET SOUCI DE COMMUNICATION

L'intervention de l'OTAN en RFY a fourni aux acteurs du renseignement de la SFOR une certaine cohérence autour d'un objectif commun pendant la période considérée et qui était d'éviter l'implication de la Bosnie dans la crise du Kosovo. La conséquence principale fut un élargissement du champ d'application de la recherche du renseignement à des domaines jusque là peu exploités.

Cette recherche incluait au premier chef la connaissance de la zone d'intérêt (AOI) en liaison avec les autres partenaires de l'OTAN : SHAPE, AFSOUTH, KFOR, AFOR. Si la nécessité d'échanger rapidement des masses de renseignements entre théâtres apparaissait évidente elle ne fut possible que grâce à l'utilisation des puissants réseaux de transmission de données que sont CRONOS ou LOCE. Ces outils permirent de manière quotidienne d'échanger instantanément cartes, photographies ou graphiques.

La nature réelle des liens économiques entre les pays des Balkans éclaire souvent bien plus la situation qu'une simple analyse du rapport de forces militaires ou des antagonismes culturels et religieux. Le bureau renseignement fut donc chargé de préciser les caractéristiques de l'axe de pénétration majeur (autoroute, VF, oléoduc) existant entre Belgrade, Bosanski-Brod et Zagreb. Le blocus de la Serbie s'est ainsi traduit en RS (largement dépendante de Belgrade et du Monténégro) par l'aggravation d'une crise économique déjà existante et qui fut particulièrement critique lors de l'opération Force Alliée. Ensuite, un des éléments déterminants de cette époque fut la maîtrise du renseignement sur la situation des réfugiés et il revint entre autre à la SFOR d'envisager l'accueil (fort heureusement bien moins important que prévu) de centaines de milliers de réfugiés sandjakis, kosovars-albanais et kosovars-serbes en Bosnie.

Enfin, la connaissance des flux d'aide militaire extérieure fut également un axe majeur de recherche du renseignement au niveau du théâtre. La Bosnie n'ayant pratiquement aucun revenu propre, les différentes entités s'en remettent à l'étranger pour financer leurs forces armées, que ce soit la communauté internationale, certains riches pays islamiques ou la Croatie. Il a donc été très important de parfaitement maîtriser ces flux pour mieux comprendre l'équilibre des relations entre pays balkaniques. Outre ces exemples qui traduisent bien un impératif de cohérence de la mission, les membres des différentes cellules ont dû également s'attacher à développer une véritable coopération basée sur la communication entre services et entre nations.

La circulation du renseignement entre pays membres de l'OTAN constitue une

alchimie nécessaire mais délicate à réaliser. Le "chacun pour soi" pratiqué par les nations est générateur d'immobilisme dans le cadre d'une FOT multinationale. Si le renseignement dit "national" est bien légitime, il ne doit pas exister d'ambiguïté avec la mission de renseignement de la SFOR. La séparation entre les moyens mis à disposition de la force et ceux conservés par les nations doit être claire. La présence de nations rattachées (ex : Ukraine, Russie, Maroc) ne peut pas raisonnablement constituer un obstacle à la circulation du renseignement entre pays membre de l'OTAN. Par ailleurs il est malheureusement courant de constater entre les divisions multinationales et l'état-major un véritable dialogue de sourds. Cette barrière nuit à l'efficacité de la force car elle contribue à la création de zones d'ombre en matière de responsabilités. Le départ par surprise d'une partie de la brigade russe (geste politique par définition) en direction de Pristina a certainement révélé le manque de cohérence de la SFOR. Etait-il prévisible ? La réponse à cette question est certes complexe, mais l'indépendance des divisions vis-à-vis de l'état-major est apparue comme une réalité aboutissant à un cloisonnement des unités.

QUATRE ANS APRES LES ACCORDS DE PAIX DE DAYTON, LES BESOINS EN RENSEIGNEMENT CONNAISSENT UNE PROFONDE EVOLUTION

Le développement des ACM a généré de nouveaux besoins en renseignements qui viennent s'ajouter aux besoins traditionnels. En effet, la stabilisation ne signifie pas en Bosnie la disparition mais bien l'évolution des menaces. Les deux exemples suivants illustrent la nécessité d'une adaptation des moyens de renseignement vers les secteurs économiques et sociaux.

- Exemple 1 : comment la maîtrise des flux énergétiques demeure un enjeu stratégique pour les belligérants. La connaissance des sources d'approvisionnement en énergie sur un théâtre en règle générale dévasté par la guerre, est déterminante notamment en période hivernale. Au Monténégro, la lutte pour l'indépendance financière mais aussi énergétique vis-à-vis de Belgrade est l'un des points-clés de la politique du président Djukanovic. Les stratégies de l'alliance atlantique de leur côté ne s'y sont pas trompés lorsqu'il fut décidé de prendre comme objectif des cibles industrielles (raffineries et centrales électriques serbes). L'effet a sans aucun doute été bien plus important dans la résolution de la crise que les frappes sur des objectifs militaires au Kosovo.
- Exemple 2 : Les réfugiés et personnes déplacées ou comment un obstacle majeur pour la normalisation du pays devient l'une des priorités en matière de renseignement. Les conséquences immédiates et à long terme de la "purification ethnique" sont considérables car 40% de la population de Bosnie est aujourd'hui déplacée. La connaissance de la carte des retours de personnes déplacées (DPRE) permet donc d'appréhender les foyers de tension possibles. Elle permet notamment de mettre en évidence une véritable stratégie du regroupement des ethnies, pratiquée par les dirigeants politiques des entités. Si Srebrenica a retenu l'attention de la communauté internationale, qu'en est-il des villes vidées de leur population bosno-serbe comme Titov Drvar ou Sarajevo ? Qui se soucie des persécutions subies par les minorités sandjak ou hongroises en Serbie ? Que sont devenus les 300 000 serbes qui vivaient dans les Krajina ou en Slavonie et se retrouvent aujourd'hui le plus souvent à Belgrade ou Banja Luka en situation irrégulière ?

En outre il convient aujourd'hui, au registre du renseignement que nous pourrions qualifier "de société", de disposer de renseignements sur les préoccupations de la population. Les renseignements obtenus grâce aux contacts entretenus avec les maires, les commerçants ou simplement l'homme de la rue sont en général insuffisamment exploités. Il est à noter l'intéressante formule anglo-saxonne consistant à utiliser des équipes de renseignement autonomes (*Joint Commissioned Observers*) vivant dans les villages et entretenant des contacts permanents avec la population. Il faut souligner enfin la qualité des comptes-rendus de la DMNSE qui a coutume de s'attacher à fournir du renseignement d'ambiance, ce qui traduit un traditionnel et réel souci de contact avec la population et ce jusqu'aux plus petits échelons.

En définitive et dès lors qu'une opération menée dans un contexte multinational dépasse le simple cadre d'une intervention militaire, une meilleure organisation du renseignement de théâtre semble s'imposer aujourd'hui. La coordination multinationale du renseignement ne doit pas constituer en soi une finalité au risque de paralyser la marge de manœuvre des nations. Elle doit au contraire s'inscrire lisiblement dans le strict cadre de la tâche confiée à une FOT qui ne saurait aujourd'hui s'affranchir de la connaissance poussée de l'environnement économique et social et de ses conséquences.

Cette nouvelle organisation pourrait par exemple comprendre une cellule permanente de coordination internationale où les différentes structures (NIC incluses) fusionneraient une partie de leur production au bénéfice du COMFOR sous la responsabilité du général DCOM déjà en place ou d'un DCOMINTEL qui reste à inventer ♦

LES CONSEQUENCES INATTENDUES DE LA NUMERISATION

par le lieutenant-colonel Jean-Marc WASIELEWSKI
officier de liaison à Fort Gordon (US Army Signal Center)

La "numérisation" (digitization) est l'application au milieu militaire des mêmes technologies de l'information qui, jour après jour, remodelent l'environnement socio-économique mondial. C'est un credo qui, outre-Atlantique, figure dans tous les documents de doctrine interarmées. Elle constitue, en particulier, la pierre angulaire du projet de transformation actuellement en cours dans l'US Army.



La numérisation pourrait avoir pour conséquences :

- la fusion des niveaux opératif et tactique,
- la restriction de la liberté d'action,
- la fragilité des forces.

LA FUSION DES NIVEAUX OPERATIF ET TACTIQUE

La numérisation du champ de bataille a pour objet de faciliter le commandement et le contrôle par la mise à jour en temps quasi-réel de la situation tactique. Le partage d'une base de données commune est destiné à faciliter la prise de décision, et la connexion presque instantanée entre les senseurs et les "tireurs" doit accroître la létalité des forces. Grâce à la connaissance et à la vitesse, les armées devraient faire mieux avec moins d'effectifs et d'équipements.

Malgré le monolithisme apparent du discours, il apparaît que quelques voix s'élèvent pour souligner les dangers inhérents à une confiance excessive dans la technologie. Les paragraphes qui vont suivre ne dressent pas un bilan "avantages-inconvénients" de la numérisation mais présentent une série de réflexions inspirées par la lecture de diverses publications américaines¹.

Trois idées force se dégagent.

Grâce aux technologies de l'information, les chefs interarmées du XXI^{ème} siècle seront en mesure de contrôler plus d'unités - quasiment jusqu'à l'échelon tactique le plus bas -, de plus grands espaces de bataille, à

THE UNEXPECTED CONSEQUENCES OF DIGITISATION

Digitisation is the application of information technologies, which reshape on a day-by-day basis the global socio-economic environment, to the military environment. Overseas, this credo is integrated to every single joint doctrine document. It is the cornerstone of the project for the transformation of the US Army.

Digitisation of the battlefield aims at facilitating command and control through a near-real-time updating of the tactical situation. The sharing of a common data basis should ease the decision-making process. Furthermore, instantaneous connection between sensors and "shooters" should enhance the lethality of forces. Through knowledge and speed, services should do better with less men and equipment.

¹ - *Military Review*, des mois de septembre-octobre et novembre-décembre 1999.
- *Parameters*, édition du printemps 2000.
- *Digital War*, recueil d'articles publié aux Editions Présidio (1999).

des rythmes beaucoup plus élevés. Un flot d'informations irriguerait simultanément tous les échelons avec, comme effets induits, une plus grande cohérence dans l'action et des pertes réduites. Enfin, la connaissance de la situation permettrait de mener des opérations offensives simultanées et de rapidement convertir tout succès tactique en effet stratégique.

Mais dans le même temps on risque d'assister au laminage de la chaîne hiérarchique.

L'omnipotence du chef

Les technologies de l'information ont bouleversé la traditionnelle chaîne de transmission de l'information : **l'arrière est mieux informé sur la situation tactique que l'avant...** et pour rester informé, mieux vaut rester à l'arrière ! Devenu le point de convergence de l'information, le chef interarmées est, apparemment, la seule personne capable de prendre la bonne décision au bon moment. Grande sera la tentation de vouloir corriger les échelons subordonnés - en phase de planification, ou de commander en direct - en phase de conduite.

Les conséquences de cette attitude pourraient être assez lourdes.

Premièrement, on risque d'annihiler toute initiative en "émasculant" les commandements subordonnés. Le règlement FMFM 1 des *Marines* a d'ores et déjà pris cette dimension en compte et la règle est que "tout équipement permettant de prendre le contrôle d'unités engagées est contraire à la philosophie du commandement du *Marines Corps*. Il doit être par conséquent banni".

Deuxièmement, le chef pourrait commettre de graves erreurs. En effet, rien ne prouve que les images ou un signal figurant sur un écran soient crédibles. La destruction d'un avion de ligne lors de la Guerre du Golfe ou les diverses méprises lors de la campagne aérienne au-dessus de la Serbie sont des exemples édifiants.

Troisièmement, il est très facile de se couper de la réalité. Il est patent que nombre de décisions ne peuvent être prises que face au terrain... Ainsi, en 1940, Guderian ordonna-t-il de franchir la Meuse après avoir traversé le fleuve avec les toutes premières unités de reconnaissance.

L'inconvenance du subordonné

Le subordonné, quant à lui, pourrait utiliser la messagerie afin de court-circuiter la voie hiérarchique et s'adresser directement aux plus hautes autorités, soit pour des questions personnelles, soit pour faire parvenir des informations qu'il aura jugées de première importance. Le courrier électronique préfigure ce qui pourrait se passer lors de réelles opérations.

Le subordonné aura aussi accès à une information dont il n'aurait jamais pu disposer sans la numérisation. Ce fait, aux conséquences nullement anodines, est développé plus loin.

LA RESTRICTION DE LA LIBERTE D'ACTION

La sur-médiatisation

La manière dont le chef interarmées conduit les opérations fait l'objet d'inquisitions des pouvoirs politiques et médiatiques.

Des chaînes d'information instantanées, comme CNN, ont habitué le public à disposer d'une information visuelle, sous forme de clips, en temps quasi réel. Des consultants décrivent à l'écran des situations tactiques sur des photographies précises des zones d'engagement, prises à partir de satellites commerciaux. Enfin, grâce à l'exploitation intensive (*data mining*) de sites de messagerie universelle (*World Wide Web*) il est possible, par recoupements, d'obtenir certaines informations confidentielles².

Face aux événements, le pouvoir politique dispose d'un temps de réaction de plus en plus restreint. Il va donc exercer une pression considérable sur le chef interarmées afin d'obtenir, au plus vite, des informations de première main, justes et cohérentes. Grâce à la numérisation, le commandant d'une opération devrait être en mesure de répondre aux questions posées.

Mais à nouveau, le chef ne sera-t-il pas tenté de faire irruption dans la manœuvre de ses subordonnés pour atteindre un objectif politico-médiatique qui lui aura été fixé ?

Peut-on encore "réflagir" ?

Le chef militaire pourrait, à l'instar du plus grand nombre, être victime du syndrome de "perception-réaction" créé par l'audiovisuel³ et ainsi être tenté d'agir plutôt que de réfléchir.

A l'inverse, une trop grande indécision, liée à l'identification d'une signature

électromagnétique ou à la surabondance d'informations, pourrait lui être fatale. Ces situations ont, entre autres, conduit à l'adoption de règles d'engagement ambiguës qui viennent rogner les bénéfices attendus de la numérisation...

Des états-majors plus sereins ?

Il n'est pas évident que, conformément aux projets, la taille des états-majors diminue. Il est légitime de se demander si, au contraire, le besoin de traiter la masse d'informations que les systèmes vont déverser ne va pas nécessiter leur renforcement.

Du moins cela est souhaitable car il semble à peu près certain que la charge de travail ne va pas être allégée. Afin de profiter de l'information disponible, les décideurs militaires vont sûrement exiger beaucoup plus de fiches de synthèse et des présentations peaufinées. En effet, l'application *Microsoft Power Point* a envahi les états-majors jusqu'au niveau bataillon, voire compagnie.

La surcharge de travail qu'implique la forme et non plus le fond, risque de perturber le travail d'une équipe déjà soumise au stress du traitement de l'information, malgré l'utilisation d'outils automatisés qui promettent d'être performants. De même, la visioconférence, qui ne mobilise pas seulement les chefs mais aussi une partie des états-majors, se montre particulièrement vorace en temps et en énergie, pour une valeur ajoutée qui reste à quantifier⁴.

² En 1998 il avait été possible de déterminer le volume et la nature du groupement de forces aéronaval américain au Proche-Orient chargé des opérations de repréailles contre les «terroristes» localisés au Soudan et en Afghanistan.

³ Le drone de reconnaissance tactique, le JSTARS (*Joint Surveillance & Target Attack Radar System*), le satellite d'observation, ne sont-ils pas devenus les yeux du commandement ?

⁴ Ce point a été souligné par l'amiral Ellis, commandant en chef des forces alliées de l'OTAN pour l'Europe du sud, lors d'une interview sur les opérations en cours au Kosovo.

La rigidité doctrinale

Les exercices de simulation menés dans le cadre des expérimentations d'une force numérisée⁵ ont montré que les commandants de grandes unités avaient mis à profit les renseignements - que la technologie leur fournissait en abondance - pour écraser les forces adverses sous un déluge de feu. Par delà le nombre exponentiel d'unités de feu qu'exige une telle pratique, se fait jour un problème plus grave. En effet, l'âge de l'information pourrait se transformer en véritable "âge du tir au pigeon", facilité par l'emploi de munitions intelligentes tirées à partir d'une sorte de ligne Maginot numérique. Cet emploi des forces est évidemment incapable de venir à bout de bandes armées évoluant dans des zones géographiques difficiles d'accès.

En revanche, la numérisation suppose une **culture de la vélocité, de la surprise et de l'intelligence de situation** - parfaitement illustrée par Napoléon - et qui pourrait se matérialiser par une doctrine de préemption.

Préemption stratégique (s'emparer de gages territoriaux), préemption opérative (détruire des centres vitaux dans le territoire adverse), préemption tactique (détruire des centres logistiques ou des unités en réserve), sont autant de modes d'action qui pourraient voir l'emploi coordonné d'unités interarmes de taille réduite, hautement mobiles, menées par des chefs à l'initiative étendue, et de feux de précision létaux.

Or l'*US Army*, est restée une armée de gros bataillons, taillée pour un engagement

frontal et massif - héritage de la guerre froide. En outre l'esprit d'initiative est entravé par l'application de canevas tactiques datant de l'ère analogique et le recours fréquent aux *check lists*. Si le projet de *Transformation* s'attaque à la première partie du problème, la conversion à une pensée doctrinale numérique implique un changement total des structures de commandement et des mentalités.

LA FRAGILITE DES FORCES

La dépendance technologique

L'histoire a montré que l'évolution des forces armées est intimement liée à celle de la technologie. On peut toutefois se demander si, cette fois, en adhérant au développement graduel (*spiral development*), les forces armées américaines ont su déterminer jusqu'où elles pouvaient aller trop loin. Est-on vraiment certain que le pouvoir politique, avide de résultats tangibles - ainsi que le montrent les nombreuses enquêtes de la cour des comptes (GAO : *General Accounting Office*) - est prêt à financer de faramineux⁶ contrats d'armement à durée indéterminée ?

Si l'on veut se mettre au pas des évolutions technologiques, il faut opter pour des armées "modulaires". C'est, *a priori*, le choix de l'Armée de terre, dont les grandes unités sont déjà équipées de systèmes d'information et de communication aux performances différentes... Cette solution est-elle satisfaisante au plan de l'instruction, de l'interopérabilité, du soutien mais surtout, tient-elle compte des réalités économiques ?

⁵ *Task Force XXI Advanced Warfighter Experiment et Division XXI Advanced Warfighter Experiment*, menées en 1997 à Fort Hood (Texas).

⁶ Le coût du projet WIN-T (*Warfighter Information Network - Tactical*) est estimé à 12 milliards de dollars. A cause de la *Transformation*, la date de réalisation du projet vient d'ailleurs de «glisser» de 2004 à 2010.

Le soutien d'équipements sophistiqués est plus compliqué, notamment lorsqu'il s'agit de matériels achetés sur étagères. Les armées auront-elles toujours dans leur sillage des théories de techniciens civils, prêts à dépanner des équipements peut-être plus fragiles parce que trop complexes ? Cette solution est-elle compatible avec un emploi des forces sur des espaces élargis, ou engagées dans des zones de combat lacunaires ? Le remplacement de matériels moins nombreux, parce que plus performants, mais plus coûteux et plus longs à produire ne manquera pas de poser quelques problèmes logistiques.

Le passage à l'an 2000 ainsi que le développement exponentiel des attaques cybernétiques attestent la fragilité du système réticulaire sur lequel repose dorénavant l'outil de défense américain. Rien n'indique que, malgré les systèmes de supervision des réseaux et de détection des intrusions, une manipulation numérique soit impossible⁷.

Le "tout satellitaire" a lui aussi montré ses limites : la perte d'un satellite de la constellation MILSTAR empêche toute utilisation optimale de nouveaux terminaux satellitaires⁸. Il est aisé d'imaginer les conséquences opérationnelles d'une telle perte dans le cadre d'un engagement.

Saurait-on encore faire sans tous ces "outils" et quelle serait l'efficacité d'une force numérisée devant travailler en "mode dégradé" ?

Le facteur humain

L'homme est sans doute le maillon le plus faible de l'entreprise de numérisation. A l'heure où le marché florissant des télécommunications et de l'informatique offre d'excellentes perspectives professionnelles et financières, il est difficile de conserver des effectifs dont l'instruction est de plus en plus longue et coûteuse. Mais il y a pire. A-t-on évalué le temps nécessaire à la reconstitution d'une unité numérisée qui aura subi des pertes ?

Les unités de transmissions des forces numérisées devraient être réduites de manière considérable⁹. Ainsi, un centre nodal traditionnel (13 véhicules et une trentaine de personnes) se transforme, dans le cadre du projet WIN-T, en un ensemble de deux véhicules (une station technique et un véhicule d'allègement), servi par 6 personnes au plus. A-t-on vraiment déterminé de quelle manière cet équipage allait se déplacer, opérer, combattre et survivre dans un environnement hostile ?

Nous avons vu que les décideurs peuvent être influencés par les images. Ils devront aussi se garder de surestimer leurs capacités, parce que trop sûrs de détenir toute l'information. Les logiciels de traitement de l'information, dits "intelligents", ignorent les cas d'espèce et rien n'indique que les analystes sauront, ou pourront, tirer parti de tous les renseignements disponibles.

⁷ Il est à peu près certain que lors de la campagne aérienne au Kosovo, un espion renseignait Belgrade sur les cibles qui avaient été définies. L'ennemi de l'intérieur (*insider*) est une des menaces que les Américains prennent le plus au sérieux.

⁸ Il s'agit du terminal multicanal SMART-T (*Secure Mobile Anti-fam Reliable Tactocam Terminal*), destiné notamment à équiper les brigades autonomes et les divisions.

⁹ Ce qui ne veut pas dire que le nombre de transmetteurs est appelé à diminuer, au contraire. Le personnel viendra renforcer les cellules télématiques des états-majors afin de prendre en charge des systèmes d'information et de communication toujours plus complexes.

Une information mal gérée, peut avoir un effet inverse de celui recherché. Finalement, la surinformation peut conduire à la désinformation.

Tout laisse à penser aussi que les unités au contact pourraient redécouvrir, par le truchement de la numérisation, la peur viscérale du choc. En effet, comment réagira le chef de char qui verra son écran se peupler d'icônes rouges à mesure que les icônes bleues disparaîtront ? Il est aussi facile d'imaginer la détresse du chef de section pris sous le feu croisé de *snipers* ou tombant dans une embuscade alors que l'écran de son ordinateur est vide de toute unité ennemie. On ne tardera pas à mesurer les effets psychologiques de l'écran sur les combattants du XXI^{ème} siècle, issus, pour la plupart, de la "génération Nintendo"...

*
* *

L'US Army est à l'avant-garde des pays en voie de numérisation du champ de bataille. Les expérimentations qu'elle conduit doivent être observées avec

attention et respect car elles devraient nous éviter un certain nombre d'erreurs et de tâtonnements. En particulier, s'il est important de se demander ce qui se passerait en cas de dysfonctionnement d'un système de forces numérisé, il est cardinal, pour le cas contraire, d'en avoir établi le mode d'emploi. Ce travail passe par la réforme des mentalités et des structures : il faut apprendre à penser numérique.

En effet, l'afflux d'informations et le "micro-management" pourraient distraire le chef de sa tâche principale qui est la planification. Une trop grande confiance dans les systèmes automatisés risque de conduire à une sorte de sclérose intellectuelle et doctrinale ainsi qu'à de nombreuses erreurs d'appréciation aux conséquences graves. Enfin, les autoroutes de l'information pourraient bien faciliter la propagation d'une peur panique, conséquence sans doute la plus inattendue de la numérisation.

Car même à l'âge de l'information c'est bien l'homme qui reste le facteur déterminant♦

«RAPID DECISIVE OPERATIONS», UN CHAPEAU STRATEGIQUE POUR LA TRANSFORMATION DE L'US ARMY

par le colonel DESPORTES,
attaché des forces terrestres
près de l'ambassade de France à Washington

Le nouveau Joint Forces Command (JFC)¹ a rendu récemment publiques les caractéristiques essentielles du nouveau concept d'opération qu'il élabore ; il s'agit des Rapid Decisive Operations (RDO), destinées à frapper brutalement l'ennemi au cœur avec une force interarmées. L'objectif affiché est, très simplement, "de concevoir et de mettre sur pied le «Blitzkrieg» du 21^{ème} siècle".



Bien que l'on en soit encore à l'étape du concept, l'éclairage interarmées que ce dernier apporte est particulièrement bien venu. Au delà du verbe, il constitue une concrétisation utile de la Joint Vision 2010 (ou, plus récemment 2020²) ; mais il vient surtout à point nommé pour servir de cadre conceptuel général stratégique à la transformation de l'Armée de terre dont la légitimité doit s'inscrire au sein d'une cohérence interarmées.

UNE APPROCHE DIFFERENTE POUR UN OBJECTIF CLAIR

Les RDO s'inscrivent dans le cadre général de la Joint Vision 2010 et de la prescription faite en avril 1999 à USACOM (futur JFC) de développer de nouveaux concepts de combat interarmées ; la réflexion, pour l'instant très ouverte ("out of the box"), n'a pris en compte aucune contrainte budgétaire ou politique.

Le concept RDO adopte une approche assez différente de celle de la transformation de l'US Army ; celle-ci reflète une démarche organisationnelle, celui-là est un concept d'emploi des forces. Dans le processus de définition des RDO, c'est la capacité de niveau stratégique qui a d'abord été définie, avant que l'on s'intéresse

aux voies et moyens. A l'inverse, ce que l'on a d'abord su des nouvelles forces de l'Armée de terre, c'est qu'elles devaient être légères, mobiles, projetables, adaptables,... et que le résultat attendu était d'abord capacitaire.

On saisit d'emblée le cadre d'emploi du projet RDO : c'est celui des *Small Scales Operations* ; le concept RDO, qui s'affirme ainsi comme un concept opératif mineur,

"RAPID DECISIVE OPERATIONS", A STRATEGIC APPROACH FOR THE CONDUCT OF OPERATIONS CONTRIBUTING TO TRANSFORMATION OF THE US ARMY

The new Joint Forces Command (JFC) has recently made official the main characteristics of the new operation concept i.e. Rapid Decisive Operations aimed at striking brutally the enemy at the heart with a joint force. The clearly stated objective is simply to conceive and set up the 21st century Blitzkrieg.

Even though, it is still at the concept stage, this new joint approach is especially accurate and thus welcomed. It embodies usefully the Joint Vision 2010 (which recently became JV 2020) and is arrived timely to serve as general strategic conceptual framework for the transformation of the US Army as the legitimacy of the latter is only possible in a joint coherence.

1 Il a succédé à USACOM (US Atlantic Command – Norfolk, Virginia) le 1er octobre 1999.

2 Une version quelque peu remaniée de la Joint Vision 2010, nommée Joint Vision 2020, a été diffusée en juin 2000.

n'est pas conçu comme une phase préliminaire d'une campagne prolongée. Dans le cas de la transformation de l'*Army*, l'objectif est plus incertain puisqu'il s'agit de mettre sur pied des forces capables d'agir seules, mais aussi d'être éventuellement intégrées dans le cadre plus conventionnel d'une opération d'envergure.

Le but stratégique des RDO est également clair et se décline logiquement en effets majeurs et en modalités. Le projet est de contraindre rapidement l'adversaire à suspendre puis renoncer à son action par une action décisive sur le (ou les) centres de gravité, en recherchant la paralysie pour interdire toute réaction. L'idée de manœuvre générale, c'est la simultanéité des effets dans l'ensemble de l'espace de bataille.

LES MODALITES DE L'ACTION

Les contraintes socio-politiques nationales et internationales contraignent les conditions de l'action ; cette donnée est fondatrice des RDO. La nécessité américaine de conduire des campagnes brèves interdit la mise sur pied progressive d'une force imposante et conduit à ce concept de "frappe opérationnelle" permettant des opérations décisives rapides, avec des pertes humaines et des dommages collatéraux minimaux.

L'hypothèse de travail est claire : "***Si une force facilement déployable, à forte capacité de destruction, mobile, peu vulnérable et possédant une grande autonomie, est capable de conduire une frappe de précision dans la profondeur contre les centres de gravité opératifs et stratégiques de l'adversaire, alors il est possible d'obliger ce dernier à céder sans avoir à conduire une campagne prolongée.***"

Les modalités de l'action ne surprennent plus dans leur expression, mais la réflexion dépasse ici le stade qu'elle avait atteint dans la *Joint Vision 2010*.

L'idée directrice : l'engagement de précision (*Precision Engagement-PE*)

Le PE vise des effets opérationnels sur des objectifs éventuellement très limités et comprend les phases de détection, identification, suivi des cibles, détermination des effets désirés, de sélection et combinaison des moyens appropriés, l'action elle-même, l'évaluation des résultats et la répétition de l'action si nécessaire. Si l'effet attendu (mais ce n'est qu'une des hypothèses possibles) devait être la destruction de forces, le premier choix serait de le faire hors de la portée des armes à tir direct ; on constate donc ici la préférence réaffirmée pour le "stand-off". Le PE requiert le développement d'un système intégré de renseignement et de commandement ; c'est une idée concordante avec celle de la "cellule de coordination des effets" des *Brigade Combat Team* de l'*US Army*. Ce système intégré apparaît comme une nécessité, mais également comme une faiblesse : pour deux raisons. La première est que le concept RDO ne pourra fonctionner que lorsque l'on saura réaliser ce genre de système : or, l'expérience de la division numérisée de l'*Army* montre bien que l'on est encore loin de la perfection dans ce domaine, même lorsqu'il s'agit de l'intégration digitale de forces appartenant à un même *Service*. La deuxième est que ce centre intégré représente un centre de gravité – donc une vulnérabilité – majeur pour les forces amies.

Le PE suppose l'efficacité de ce qu'il est convenu d'appeler les *information operations*, avec leurs deux volets défensifs et offensifs

censés élargir le "différentiel de l'information". Il s'agit en aval d'être capable de constituer la désormais traditionnelle "image commune, précise, en temps réel, du champ de bataille" (*battlespace awareness*) dont, dans un remords clausewitzien, on admet pourtant qu'elle ne saurait estomper totalement le "brouillard de la guerre".

On peut d'ailleurs s'interroger, au regard de la prédominance de la notion de domination par l'information, sur la validité du concept de PE dans le cadre d'engagement qui est supposé le sien. L'efficacité du PE suppose en effet un ennemi repérable, localisable et "destructible", c'est-à-dire de type plutôt conventionnel ; or, n'est-ce-pas justement contre un type d'adversaire très éloigné de ces caractéristiques que les *small scales operations* risquent d'être menées ? Dans ces conditions, les RDO ne s'adressent-ils pas à un ennemi qui aurait simplement changé d'échelle et non pas de nature ?

Quelques principes émergents

La RDO reprend sans les enrichir vraiment les idées classiques de "*projection rapide*", de "*modelage de l'espace de bataille*", "*d'engagement non linéaire*". On voit cependant s'affirmer quelques principes hier moins primordiaux.

Suffisance

L'idée de **suffisance** apparaît avec une force nouvelle, dans tous les domaines. Même si elle paraît naturelle à l'esprit français, elle est révolutionnaire dans la culture militaire américaine, en opposition nette avec l'idée de manœuvre en puissance – nommée parfois ici, pour les raisons que l'on sait, Weinberger-Powell – qui, à l'exception de la défaite vietnamienne, a traditionnellement conduit les armées des Etats-Unis à la victoire.

Si l'idée de concentration des forces est maintenue, il s'agit désormais de la concentration *suffisante* et non plus *écrasante*. La suffisance marque également la délimitation de l'espace d'affrontement ; il ne s'agit plus de se battre dans un espace progressivement étendu, mais au contraire de *délimiter puis "d'encager" un espace de bataille* dont on cherchera à ne pas sortir. La notion de suffisance est encore présente dans la dimension "temps" ; le but est d'acquérir et de maintenir l'avantage non pas définitivement, mais juste pendant le laps de temps nécessaire à la réalisation de l'effet à obtenir.

La suffisance trouve également son application dans l'aspect logistique de la RDO : de manière désormais classique par la disparition des stocks (le "*just in time*"), mais aussi de manière nouvelle par la limitation recherchée des lignes de communication. Il ne s'agit plus d'assurer un accès général au champ de bataille, mais au contraire de disposer des seules voies de communication terrestres, maritimes ou aériennes strictement nécessaires aux besoins logistiques et opérationnels.

Protection des forces

La **protection des forces** prend également ici une résonance particulière. La *suffisance* se traduit en effet par l'abandon de la notion de *redondance*, tout à fait traditionnelle dans les structures américaines. Il faut donc encore plus veiller à protéger la force – et particulièrement ses centres de gravité – non seulement parce que l'on sait que désormais l'échec tactique accompagné de pertes nombreuses engendre, pour des raisons socio-politiques, la défaite stratégique, mais parce que la destruction de quelques éléments-clefs uniques pourrait réduire considérablement l'efficacité globale de l'ensemble. Cette protection des forces n'est qu'un des aspects de *la supériorité dans toutes les dimensions* – en particulier aérienne et spatiale – supposée nécessaire à la liberté d'action à tous les niveaux de commandement.

DES DIFFICULTES POSSIBLES DE
MISE EN OEUVRE

Le concept RDO insiste sur la place de l'*initiative* dans son succès... et c'est probablement là - aux niveaux tactiques et opératif - que vont se concentrer les difficultés non techniques : on sait que, au-delà du discours, l'initiative n'est pas dans l'armée américaine la qualité majeure de l'encadrement. Or, dans le projet RDO, il s'agit encore plus qu'avant de centraliser l'information et sa gestion opérationnelle ; on ne voit donc pas très bien comment, dans ce nouveau mouvement de centralisation, ces structures supposées "agiles" trouveront les ressources d'initiatives supposées indispensables à leur efficacité.

Au niveau stratégique, le concept RDO semble conçu pour un monde militaire américain parfait, dont seraient absents toute contrainte politique nationale et tout allié de caractère. Cette idée traditionnelle américaine de "l'autonomie de l'action militaire" semble négliger quelques expériences passées par ailleurs vivement critiquées. Chacun se souvient ici que le Président Johnson choisissait lui-même les cibles de ses bombardiers au Nord-Vietnam sans que les autorités militaires soient vraiment écoutées, que le Président Bush a fortement influé sur le "*targeting*" de la phase aérienne de l'opération Tempête du désert après que l'une des munitions de précision américaines ait fait des dizaines de victimes civiles dans le centre de Bagdad ou bien encore, que les militaires américains se sont élevés récemment contre les contraintes que les autorités politiques internationales alliées ont fait peser sur la phase aérienne de l'opération *Allied Force*.

Pour l'*US Army*, le concept RDO est à la fois bien et mal venu. Il est bien venu, parce qu'il montre que la transformation est en phase avec les évolutions interarmées et parce qu'il

donne à cette transformation le cadre élargi qui lui faisait défaut. Il est mal venu, parce qu'il ne redore pas le blason d'une Armée de terre déjà un peu malmenée par le succès aérien de l'opération *Allied Forces*. Suivant la logique d'ailleurs adoptée par l'*US Army* qui, dans sa nouvelle approche "*sensor to shooter*" cherche à éviter le contact, le concept RDO cherche finalement à éviter au niveau interarmées l'emploi de l'Armée de terre et exclut toute idée de saisie/occupation du sol. On ne voit pas très bien comment l'*US Army* peut sortir gagnante (ou vivante ?) de cette logique technologique dans laquelle elle avait cru trouver son avenir lorsque la chute du mur a sonné le glas des gros bataillons. Dans la logique qu'il adopte et la place qu'y occupe l'idée de suffisance, ce concept est peut-être d'ailleurs une réponse anticipée à la baisse quasi inéluctable des effectifs que pourraient subir dans les années à venir les forces armées américaines et, au premier chef, l'*US Army*.

D'un point de vue plus français, ce concept "technologiquement avancé" doit probablement être observé avec prudence. Pour une double raison stratégique d'abord. Comme le concept de *preclusion* dont il est issu, il tend paradoxalement soit à rendre délicate dans son application l'action tardive, soit à abaisser le seuil des conflits - puisque sa mise en œuvre relève, dans l'esprit, de l'action préventive brutale et rapide ; il emprisonne ainsi quelque peu la démarche diplomatique dans des contraintes militaires. Par ailleurs, la volonté d'éviter tout déploiement de troupe ôte par elle-même, au départ, une part importante de sa crédibilité à l'action politique dont ce concept entend être l'outil. Pour une raison culturelle ensuite. Le refus *a priori* du combat au sol, de l'engagement humain, se situe à l'opposé de l'approche et des savoir-faire français. Si ce concept devait donc s'affirmer comme une nouvelle norme alliée, il pourrait s'opposer aux conceptions traditionnelles de l'engagement français ♦

MEDIA ET FOULES

*par le capitaine François ROBY, 3^{ème} RPIMa,
stagiaire du CFCU (Centre de Formation des Commandants d'Unités) 2000/1 au GPO/EAI
(Groupe de Perfectionnement des Officiers/Ecole d'Application de l'Infanterie)*

Cet article est paru dans le numéro 7 de la revue FANTASSINS éditée par l'école d'application de l'infanterie. OBJECTIF DOCTRINE remercie la rédaction de FANTASSINS et tout particulièrement le général POULET de lui avoir autorisé à reproduire cet article dans ses colonnes.

Comme les événements récents le prouvent, c'est actuellement dans la zone d'action de la Brigade multinationale/Nord sous commandement français et en particulier à Mitrovica, ville symbole, que l'agitation, voire la violence, sont les plus virulentes. A la lumière de l'expérience de plusieurs cadres ayant servi au Kosovo, il apparaît nécessaire pour tout chef d'infanterie amené à intervenir sur ce théâtre de prendre en compte le rôle prépondérant joué sur place par les médias, ainsi que les contraintes en matière de préparation qu'impose la gestion des zones appliquée à Mitrovica.

PRISE EN COMPTE DU ROLE DES MEDIA

Intérêt économique majeur pour les parties en présence, symbole de la division interethnique du Kosovo, Mitrovica est devenue l'objet d'une attention permanente de la part des journalistes du monde entier et cela depuis l'entrée des forces de l'OTAN au Kosovo en juin 1999.

Les unités, en particulier françaises, amenées à servir à proximité du célèbre pont "Austerlitz" sont désormais soumises à une couverture médiatique quasi-permanente de

la part d'équipes de journalistes de la presse audiovisuelle ou écrite à la recherche du moindre "faux pas" de nos hommes. En terme d'effet à obtenir, les conséquences peuvent être triples.

Certains journalistes sceptiques ou hostiles au rôle que la France joue dans la région cherchent à discréditer son action en cherchant à montrer la partialité des soldats français lors des manifestations des albanophones.

L'impact des médias sur les protagonistes locaux, serbes ou albanophones, n'est pas négligeable. Chaque partie en place a vite fait de juger, de visu mais aussi via les médias, les différents contingents. Au Kosovo comme ailleurs, à chaque relève d'unité, les civils testent et évaluent les nouveaux venus. Là aussi, l'image de marque véhiculée par les médias est primordiale.

MEDIA AND CROWDS

As some recent events showed it, it is in the area of responsibility (AOR) of the Multinational Brigade / North under French command and more specifically in Mitrovica, symbol town, that unrest and violence are reaching peaks. After months of experience and looking through several analysis prisms, it has become clear that any infantry commander deployed on such an operations theatre must take into account the major role played by media groups in the area and thus prepare himself for specific zone control requirements imposed in Mitrovica.

Enfin, d'une certaine façon, suite à cette médiatisation évoquée plus haut, Mitrovica est devenue la vitrine de présentation de la "nouvelle" armée professionnelle française. A cet égard, aucune faute de comportement ou de compétence ne peut être tolérée. Découlant de ce constat, la formation des cadres d'infanterie en matière de communication revêt une importance particulière.

C'est au commandant d'unité qu'il appartient de bien faire "passer" le message auprès de ses chefs de section et chefs de groupe, afin d'éviter tout impair, en particulier lors de missions décentralisées. Sur ce point, la formation concrète dispensée au sein du GPO à l'EAI prépare efficacement les futurs commandants d'unité sur les "pièges" et fautes à éviter lors de telles missions.

Au Kosovo où le risque médiatique est permanent, qui n'a jamais été mis en garde contre les confidences "*off the record*" ou autres astuces des médias, risque fort de trébucher. Si la présence des médias doit être prise en compte, il faut également que tout chef d'infanterie engagé au Kosovo garde à l'esprit qu'il existe bien d'autres facteurs qu'il doit absolument intégrer pour préparer son unité. Un de ces facteurs, de plus en plus inévitable au Kosovo, est abusivement qualifié de "maintien de l'ordre", alors qu'il s'apparente plutôt à de la gestion de foule avec toutes ses variantes.

GESTION DE FOULE ET CONSTRAINTES OPERATIONNELLES

Abandonnée par l'armée française depuis la guerre d'Algérie, mais remise régulièrement en avant depuis une dizaine

d'années (Bosnie, Somalie, RCA,...), la gestion de foule apparaît désormais comme une donnée à prendre en compte lors de toute opération et au Kosovo en particulier, quelles que soient les unités sur place, les missions demandées - contrôle de zone en milieu urbain, patrouilles à pied ou en véhicule, accompagnements ou escortes, protection de points sensibles - à tout moment l'opposition de mouvements civils (femmes et enfants compris) risque de venir compliquer, voire compromettre, leur exécution.

Jouant sur la surmédiatisation évoquée plus haut, il n'était pas rare de voir l'été dernier des bandes de jeunes enfants venir harceler nos hommes en faction aux abords du pont d'Austerlitz avant chaque manifestation albanophone. La mission étant claire, il n'en demeure pas moins que son exécution doit être conduite avec une parfaite maîtrise de la force au niveau adéquat pour éviter tout dérapage et toute récupération médiatique.

Compte-tenu de ces données et exceptées certaines missions ponctuelles généralement peu sensibles qui peuvent être exécutées par le groupe de combat, le pion de base pour toute opération de gestion de foule est la section. Organique ou renforcée de blindés, cette dernière possède la structure et les appuis internes suffisants pour faire face à la plupart des menaces de faible ou moyenne intensité.

Ainsi, en août dernier, une section du 3^{ème} RPIMa en protection des axes sud du pont d'Austerlitz avec deux groupes engagés sur le pont, un groupe en appui-réserve et ses véhicules à proximité, parvenait à remplir sa mission sans renforcement extérieur.

D'avantage que sur d'hypothétiques savoir-faire "*maintien de l'ordre*" du ressort des gendarmes mobiles, la clé de la réussite de la mission pour ce type d'unité comme pour toute unité d'infanterie repose sur deux facteurs déterminants :

- la cohésion,
- la parfaite connaissance des règles d'engagement.

LA COHESION

C'est en effet par une cohésion solide que les groupes opposés à des effectifs plus de cinq fois supérieurs en nombre réussissent à ne pas être débordés ou contournés. Placés au milieu de leurs hommes et à la jonction des groupes, les chefs de groupe jouent, par la connaissance intime de leurs hommes et leur autorité, un rôle primordial. C'est vers eux, qu'au plus fort de la manifestation, alors que les crachats, boules et autres projectiles volent, que les hommes se tournent et se trouvent ou non confortés dans leur confiance ou leurs doutes.

A cet égard, les unités professionnelles sont encore favorisées, mais bientôt toutes les unités passeront au Kosovo et gagneront "au feu" cette cohésion indispensable

UNE MAITRISE TOTALE DES REGLES D'ENGAGEMENT

En raison du caractère parfois décentralisé de sa mission, tout chef d'infanterie, et *a fortiori* tout chef de section, peut être amené à prendre sans délai des décisions lourdes de conséquences. En effet, contrairement à la lourdeur procédurière d'un engagement au sein de l'ONU, les règles d'emploi de la force au Kosovo dans un environnement OTAN sont simples et clairement définies. Il ne s'agit en aucun cas de pouvoir faire tout et n'importe quoi, bien au contraire. Toujours est-il qu'un

commandant d'unité, voire un chef de section, peut et doit réagir rapidement lorsqu'une menace surgit. Les violentes manifestations anti-français de l'été 1999 à Mitrovica risquaient de compromettre le processus de paix engagé et de menacer le rôle de la France dans la région. On peut imaginer les conséquences médiatico-politiques qui auraient résulté de la traversée de nos lignes par des manifestants albanophones décidés à en découdre avec les Serbes du nord de la ville. Au lieu de cela, les chefs de section engagés face aux manifestants déchaînés ont rapidement, et à chaque fois, contrôlé la situation par l'exécution de tirs de sommation ALI (FAMAS et MINIMI) et cela conformément à leurs ordres. Encore une fois, les cadres concernés n'avaient pas le droit à l'erreur : ne blesser personne tout en empêchant le franchissement du pont à des éléments violents et motivés, tout cela devant des médias aux aguets.

En raison du caractère particulier du théâtre d'opérations du Kosovo actuellement, notamment une hyper-médiatisation liée à une importante urbanisation, une préparation spécifique des unités engagées s'impose. Si, lors de sa formation à l'EAI, chaque chef d'infanterie à son niveau reçoit les connaissances essentielles en matière de communication et de tactique, il appartient à chacun de les développer avant toute intervention au Kosovo. Les haines accumulées par les belligérants, la complexité du milieu et des modes d'action des protagonistes (manifestations, attentats, intimidations) nécessitent une étude approfondie de la mission. Quelle que soit la complexité d'une mission au Kosovo, la cohésion et la maîtrise de la force doivent guider tout chef dans sa préparation, sachant que d'une façon ou d'une autre, c'est dans le creuset de Mitrovica que se forgeront les unités professionnelles de demain ♦

LA DECEPTION TACTIQUE (2^{ème} partie)

par le chef d'escadrons CASANOVA
stagiaire de la 113^{ème} promotion du CSEM

La première partie de cet article introduisait le concept de la déception tactique à partir d'un exemple historique datant de la dernière guerre mondiale. Pourtant ce mode reste toujours et encore d'actualité. D'ailleurs nos camarades britanniques ont adapté l'année dernière un règlement le concernant, tenant compte à la fois des bouleversements géostratégiques et techno-logiques. Aujourd'hui, les différents modes de ce procédé ayant été décrits, nous en explorerons la conception et la conduite.



Chez les Anglo-saxons, il existe de façon organique et permanente, à partir du niveau divisionnaire : une cellule est chargée de son exécution. Elle est d'abord considérée comme un organe de proposition, mais elle apporte essentiellement au commandant de la force une alternative pour prendre l'ascendant sur l'adversaire en particulier parce qu'elle engendre un effet de surprise. Il reste ensuite à déterminer de quelle manière peuvent être mis en œuvre les moyens techniques particuliers.

QUELS TYPES DE DECEPTION ?

Trois procédés différents ont été répertoriés. D'abord la **feinte** (Sandomierz) qui cherche à tromper l'ennemi sur la réalité de l'effet majeur ami. Elle doit conduire cet ennemi à un mauvais emploi des éléments de 2^{ème} échelon ou à un mauvais positionnement des appuis feux dans la profondeur (hors de notre axe d'effort). Ensuite, la **démonstration** (Marines Expeditionary Forces face au KOWEÏT - Guerre du Golfe 1991) : elle tend à faire croire à l'ennemi que

l'action principale aura lieu dans une zone et à un moment particulier sans qu'il n'y ait de contact entre les deux mobiles. Cet espace lacunaire participe à la fable : l'ennemi sait qu'une force est là, sans autre précision. En dernier lieu la **ruse** veut intentionnellement montrer des informations erronées. Ainsi des mouvements continuels dans la zone d'action permettent de brouiller l'image donnée. Cela retarde la capacité de l'ennemi à monter une manœuvre cohérente.

Ces trois procédés peuvent se trouver employés dans des opérations soit de contact dans la profondeur, mais également sur les arrières amis. Dans ce dernier cas, ils servent à valoriser la zone de déploiement des appuis et des soutiens pour accroître leurs capacités de sauvegarde (en particulier en créant des sites imaginaires logistiques, DA, artillerie sol-sol, sites PC).

TACTICAL DECEPTION (2ND PART)

The first article presented the concept of tactical deception using historical examples from the 2nd World War. This mode is not obsolete. Last year, our British counterparts have adopted a field manual regarding this mode. The latter takes into account geopolitical upheavals as well as technological evolutions. After having described the various applications of this tactic, we intend to present its conception and its conduct.

In the standing and organic British structure at division level, a cell is tasked with its execution. Firstly, it is considered as a "proposal force", it provides the force command with an alternative to seize the initiative on the adversary through surprise. Then, the cell must then determine how specific technical assets must be implemented.

Quel que soit l'effet multiplicateur qu'ils puissent apporter, ces modes ne peuvent s'envisager que si des règles fondamentales sont effectivement appliquées.

Les 6 règles fondamentales¹ pour éviter le risque de la contre-déception :

- il faut d'abord donner à l'ennemi l'occasion de croire au plan qu'il attend ; il doit donc être simple, crédible, évident. Cela suppose une très bonne connaissance de la cible² pour être capable de reproduire son appréciation logique de la situation à laquelle il est confronté,
- en deuxième lieu, il faut savoir réagir avec "à propos" face aux actions d'un ennemi confronté à une déception. Nos réactions déterminent la durée de la viabilité du plan et l'observation en temps réel permet d'apprécier l'effet de notre propre déception (le "feedback") sur la manœuvre ennemi,
- le troisième point insiste sur l'intégration absolue de la déception dans les opérations. Décevoir pour décevoir ne rime à rien... La contre-surveillance soviétique se déroulait selon un plan intégré et adapté au plan d'opérations des grandes unités,
- le démenti d'informations sur les activités réelles matérialise la règle N° 4. Il repose sur la discrétion (volontaire ou non) et les activités de contre-mesure C3I (*Command, Control, Communication, Intelligence*) en prenant garde de ne pas "contrarier le

réseau réel" (les forces qui ne jouent pas la déception) sans exclure les autres formes de discrétion (nuit, nuages ou lacunes satellitaires),

- le réalisme requis pour chaque activité de déception est fonction des moyens d'acquisition, d'analyse de l'ennemi, et du temps qui lui sont nécessaires pour en faire la synthèse,
- en dernier lieu, l'efficacité de la déception est le fruit de l'imagination, de la créativité et du pragmatisme.

QUI PEUT FAIRE DE LA DECEPTION ?

Compte-tenu de la complexité de ce procédé, le régiment ou la brigade ne peuvent que participer à un plan de déception. La division issue d'un EMF, en revanche, est capable de concevoir et de conduire un plan. En effet, elle peut être renforcée de l'ensemble des moyens techniques ou tactiques nécessaires à son exécution. Les EASD permettent à la fois de participer à la contre-reconnaissance, de simuler une activité ou de construire une image du dispositif simulé. En outre, cet état-major possède en son sein les experts capables de monter ce procédé.

Mais c'est manifestement au niveau de l'échelon interarmées que se situe idéalement la déception. En effet, le CTT possède naturellement les capacités de coordination de tous les moyens qui composent l'ensemble du spectre du champ de bataille.

¹ Tirées de "Tactical Deception in Air-land Warfare", in *Journal of Electronic Defense* - Juin 1995.

² La "cible" = le chef, l'unité ou les forces ennemies que nous voulons décevoir.

"l'objectif" = le but que nous recherchons dans notre déception, en terme de mission, exploitable par les unités subordonnées.

COMMENT ?

Sans cellule spécialisée, il est illusoire de croire que la déception sera pensée en tant que "complément du mode d'action" durant la planification. Si nous avons montré dans l'article précédent que l'emploi de ce procédé ne devait pas être systématique³ en revanche sa planification doit être proposée aussi souvent que possible au commandant de la force en tant qu'alternative pour rechercher de la surprise ou améliorer le rapport de force.

Ainsi, la cellule déception se révèle nécessaire comme structure permanente au sein des forces d'action terrestre du niveau supérieur ou égal à l'état-major de force (EMF)⁴. Cette cellule serait chargée de coordonner et de planifier la déception opérative en liaison avec les cellules J2 (rens)/J3 (opérations)/J4 (logistique)/J6 (trans).

Elle doit posséder au minimum l'ensemble du spectre des compétences du combat interarmes et peut être envisagée autour d'un chef de cellule déception comme telle :

- 1 officier "opérations",
- 1 officier 4D/guerre électronique,
- 1 officier "PSYOPS",
- 1 officier 2D,
- 1 officier ART/3D, renforcé si possible d'un officier de liaison de l'armée de l'air,
- 1 officier "logistique".

³ Sous peine de le voir être d'emblée éventé.

⁴ Niveau divisionnaire type OTAN.

⁵ Une source soviétique affirmait que sur le plan visuel et sonore la concentration d'une division pouvait être simulée par une compagnie d'infanterie, un escadron de chars, une batterie d'artillerie et 150 maquettes de chars, de VCI et de canons.

Cette structure doit être capable de planifier et conduire une opération simulant l'engagement d'un volume minimal de la valeur d'une brigade. En effet, au sein d'un dispositif interarmes à 3 ou 4 brigades, l'engagement de l'une d'elles devient un indicateur quant à l'application de l'effort de cette force.

QUELS MOYENS TECHNIQUES POUR APPUYER CE PROCÉDE ?

Sans revenir sur les détails, la déception s'appuie sur l'environnement global du champ de bataille que ce soit sur le plan visuel, sonore, olfactif, radioélectrique et électro-magnétique. Le bataillon déception⁵, socle matériel de la déception, représente le regroupement permanent de ces moyens spéciaux. Il peut être conçu comme une unité permanente ou éventuellement temporaire "de circonstance".

En fait, seuls les moyens de commandement, spécifiques ou uniques doivent être considérés comme devant être permanents. Il faut garder cependant à l'esprit que l'emploi de cette unité doit se faire sous l'impératif absolu de "l'illisibilité". Cela signifie que l'action du bataillon ne doit pas pouvoir être décelée, pour ne pas être exposé à des actions de contre-déception. C'est précisément ici que se situe le risque d'employer une unité organique dans un contexte aussi complexe que fragile.

Dans cette organisation, le bataillon participe, parmi les autres unités de combat

engagées, à la mise en œuvre du plan de déception élaboré par la cellule "déception" de la division. Son engagement s'effectue dans la zone d'effort de déception déterminée en mettant en œuvre les moyens spécifiques qui lui sont alloués. Il pourrait être articulé autour d'unités élémentaires dont les fonctions doivent permettre à la fois de conduire la déception, tout en établissant pour le commandement l'image globale de la déception et en contrôlant sa réalisation au niveau du bataillon. En annexe, figure la composition de ce bataillon.

*
* *

Chez nos alliés anglais, une opération construite sans envisager de plan de déception n'est pas considérée comme achevée. La règle devrait être la même de chacun des deux cotés du "Channel".

Certes le procédé ne peut être conduit que par un échelon élevé⁶, encore faut-il pour cela qu'au minimum il existe dans chaque état-major une cellule capable de proposer au chef une alternative de déception ou qu'au mieux des structures soient entraînées dès le temps de paix pour la

planifier. Sa planification comme son exécution demande une préparation dès maintenant, en profitant du temps de paix, car c'est probablement l'un des modes d'action interarmes les plus complexes. Elle s'envisage d'autant plus en ces temps, que les opérations se déroulent aujourd'hui dans la durée, terreau favorable pour l'exécution de ce procédé. Si d'aventure les contraintes organisationnelles de la refondation freinent la multiplication de telles cellules au sein des états-majors, alors transformons les dernières-nées qui concernent le "PSYOPS" en "déception/PSYOPS".

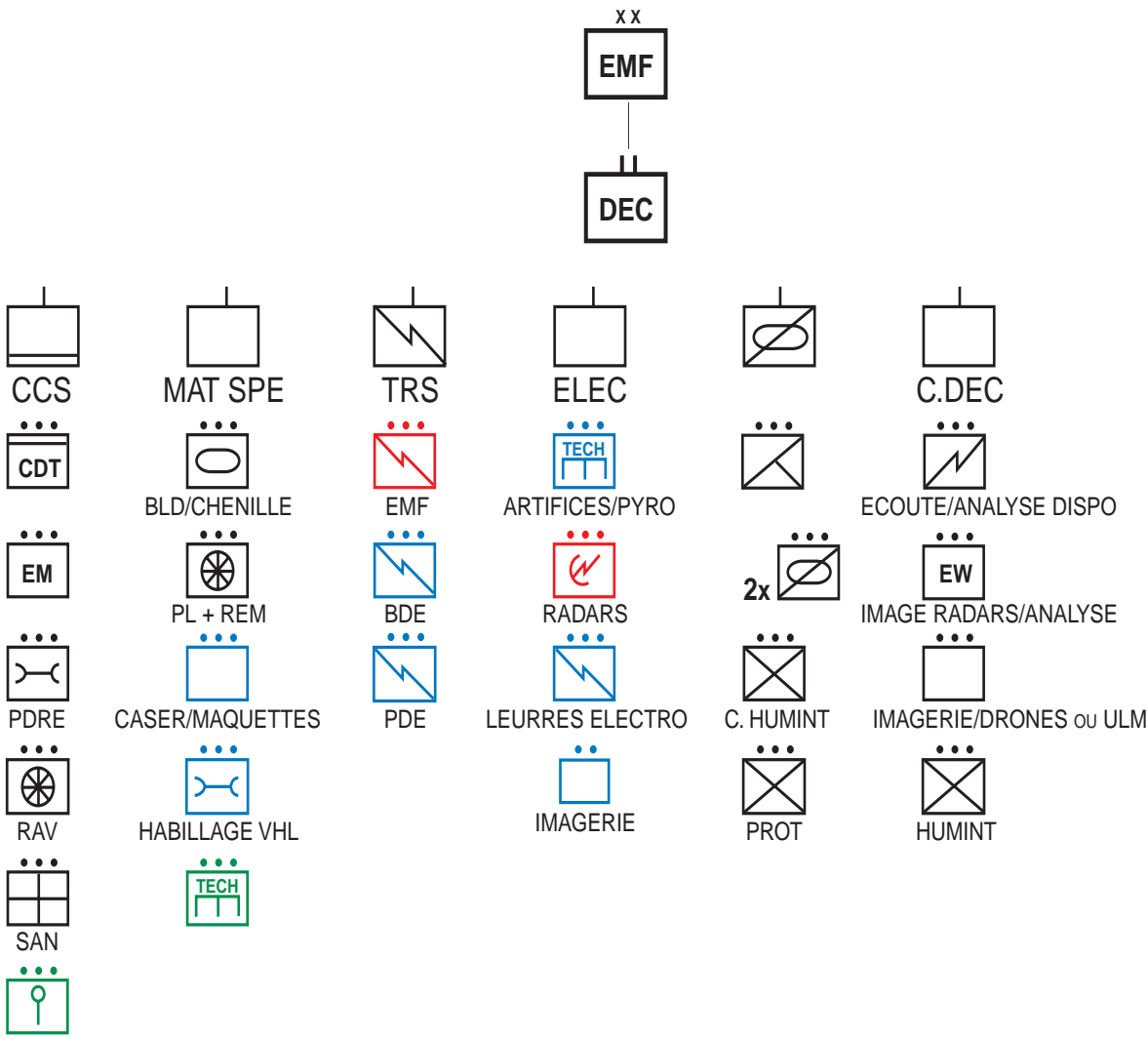
Pour conclure ces deux articles, et s'il est encore nécessaire de vouloir convaincre les lecteurs, nous terminerons en soulignant qu'entre 1914 et 1968, M. Barton Whaley a établi que sur 47 opérations, l'emploi de la déception tactique ou opératique a permis d'atteindre la victoire dans 91% des cas♦

Références :

- TTA 106 - Manuel d'emploi de termes, sigles et signes conventionnels militaires - Tome 1 (07/97 V01) ;
- STANAG 2844 / CHAP. 1 ;
- FM 90-2 Battlefields deception ;
- FM 34-60 Counterintelligence /Chap 5.
- ARMY FIELD MANUAL/VOL 1 – COMBINED ARMS OPERATIONS/PART 3 "Deception in war" (UK).

⁶ Souvent planifiée par l'échelon le plus élevé de la force engagée (*ARMY FIELD MANUAL / VOL 1 – COMBINED ARMS OPERATIONS / PART 3 "Deception in war" - UK*).

ANNEXE : le bataillon de déception



En **vert** figurent les unités qui ne sont pas indispensables.
 En **bleu**, les unités spécifiques ou "socle" de la déception.
 En **noir**, les unités s'imposant mais pouvant appartenir aux "prestataires" de services interarmes.
 En **rouge**, les unités pouvant appartenir à un prestataire de service, difficiles à extraire car peu nombreuses.

Dans ce cadre, outre son rôle traditionnel de fourniture de services, la CCS pourrait posséder une cellule "synthèse analyse" qui établit pour le commandement de l'échelon supérieur l'image globale de la déception de son niveau, tout en contrôlant la réalisation du plan au niveau du bataillon.

La compagnie des matériels spécifiques serait chargée de fournir l'ensemble des moyens de leurrage et de simulation à l'exception des moyens radioélectriques et électroniques. Deux de ses pelotons ont pour vocation "d'animer" la zone de déception.

Ils sont appuyés par une section du matériel constituée d'équipes de maquillage (modifications des silhouettes, adaptation de moyens particuliers, etc,...) et par une section de type "casernement" chargée à la fois de la réalisation de maquettes et de leur mise en place sur le terrain.

La section de travaux du génie devrait permettre d'appuyer la mise en place des engins blindés et de réaliser des aménagements sur le terrain liés aux besoins de la déception.

La compagnie de transmissions doit pouvoir mettre en place des centres d'exploitation du niveau exigé par le plan de déception en mettant en œuvre les moyens nominaux et de secours normalement existant. Ils rayonnent ainsi des signaux typiques, incluant éventuellement le domaine satellitaire.

La compagnie "électronique" applique le plan dans les domaines électro-magnétiques et sonores (pyrotechnie, lumières de la zone d'action et imagerie, réflecteurs radars). Cette unité est probablement la seule, avec la compagnie des matériels spécifiques qui soit indispensable dans le socle du bataillon.

L'escadron de sécurisation et d'investigation a pour rôle de participer à la sûreté (notamment en contre-reconnaissance) et au renseignement dans la zone d'intérêt de la déception. Enfin la compagnie de veille et de contre-déception est en charge de surveiller l'image de la "fable". Elle repose sur des moyens de surveillance axés vers l'ennemi (pour analyser ses réactions), mais également assume le contrôle des moyens AMIS intégrés dans l'opération.

Un questionnaire d'évaluation de la revue est toujours disponible dans le numéro de septembre d'OBJECTIF DOCTRINE.

Vous pouvez en faire des photocopies si nécessaire.

Une fois rempli, merci de retourner ce questionnaire à :

DICOD
Département Stratégie
Bureau Sondages et Opinion
Ecole militaire
BP 33
00445 ARMEES

OBJECTIF DOCTRINE - N° 18 - Octobre 2000

Directeur de la publication : général LEBOURG
Secrétaire du comité de rédaction : colonel SCHMITT
Rédacteur en chef : lieutenant CARMES
Traduction : lieutenant CADET
Maquette : cellule RAO-PAO du CDES
Impression : point d'impression du CDES
Tirage : 1 900 exemplaires
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1293-2671

Tous droits de reproduction réservés

CDES
OFFICIER COMMUNICATION
1, place JOFFRE - 75007 PARIS
✉ BP 53 - 00445 ARMEES
☎ (0)1 44 42 36 22 ou (0)1 44 42 35 91 - FAX (0)1 44 42 35 01
PNIA : 821 753 36 22 ou 821 753 35 91
E - mail: cel-com@cdes.terre.defense.gouv.fr